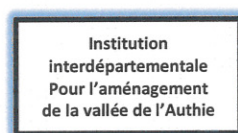


PLAN Somme 2015-2020

gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

CONVENTION - CADRE PROGRAMME D' ACTIONS



**CONVENTION - CADRE RELATIVE AU PROGRAMME
D'ACTIONS DU PLAN SOMME II
2015 – 2020**

* * * * *

Entre

l'Etat, représenté par Madame Nicole KLEIN, préfète de la Région Picardie, préfète de la Somme,

l'Etat, représenté par Monsieur Raymond LE DEUN, préfet de l'Aisne,

l'Etat, représenté par Monsieur Emmanuel BERTHIER, préfet de l'Oise,

l'Etat, représenté par Madame Fabienne BUCCIO, préfète du Pas de Calais,

l'Etat, représenté par Monsieur Jean-François CORDET, préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, préfet
Coordonnateur de Bassin Artois-Picardie,

la Région Picardie, représentée par Monsieur Claude GEWERC, président du Conseil régional,

le Département de la Somme, représenté par Monsieur Laurent SOMON, président du Conseil
départemental,

l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, représentée par Monsieur Olivier THIBAUT, directeur général de
l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,

l'EPTB Somme - AMEVA, représenté par Monsieur Bernard LENGLET, président de l'EPTB Somme-
AMEVA,

et

l'EPTB Authie - Institution Interdépartementale Pas-de-Calais / Somme pour l'Aménagement de la
Vallée de l'Authie, représentée par son président,

Vu la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et
milieux aquatiques ;

Vu la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement
européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire
dans le domaine de l'eau ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement qui transpose
la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation et à la gestion des
risques d'inondation ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion des risques
d'inondation ;

Vu la circulaire du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du
12 mai 2011 relative à la labellisation et au suivi des projets « PAPI 2011 » et opérations de restauration
des endiguements « PSR » ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2012 du Préfet coordonnateur du bassin Artois-Picardie portant approbation
de la liste des territoires dans lesquels il existe un risque important d'inondation ;

Vu la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation
des métropoles créant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
(GEMAPI)

Vu le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 de la Région Picardie signé le 19 juin 2015;

Vu le Xème programme de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (2013-2018) validé le 27 septembre 2012 ;

Vu la labellisation du PAPI du bassin versant de la Somme par la Commission Mixte Inondation en date du 09 juillet 2015 ;

Vu la délibération de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie en date du 18 septembre 2015 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Picardie en date du 25 septembre 2015 ;

Vu la délibération du Conseil départemental de la Somme en date du 30 septembre 2015 ;

Vu la délibération du Comité syndical de l'EPTB Somme - AMEVA du 29 juin 2015 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'EPTB Authie - Institution interdépartementale pour l'aménagement de la vallée de l'Authie.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

La présente convention concerne le bassin versant de la Somme, élargi aux bas champs de Cayeux et du Marquenterre, au bassin versant de la Maye et à la partie samarienne du bassin de l'Authie. Ce territoire représente une superficie totale d'environ 7 200 km² pour plus de 1 000 km de cours d'eau. Il s'étend essentiellement sur le département de la Somme, mais il concerne aussi une frange des départements de l'Oise, de l'Aisne (bassin versant du fleuve Somme) et quelques communes du Pas de Calais.

La vulnérabilité de ce territoire aux risques d'inondation est importante. En particulier pour le bassin de la Somme, dont la crue de 2001 a été traumatisante pour les populations et a causé de lourds dommages (près de 200 millions d'euros). Les unités urbaines d'Amiens et d'Abbeville ont d'ailleurs été désignées comme Territoires à Risque important d'Inondation (TRI) en 2012 au titre de l'aléa inondation par débordement et remontée de nappe. Par sa façade littorale, ce territoire est également exposé aux phénomènes d'inondation par submersion marine, aléa pour lequel des programmes d'actions spécifiques sont en cours de mise en œuvre (PSR, PAPI Bresle, Somme, Authie). Enfin, ce territoire où l'activité agricole est particulièrement marquée est également vulnérable aux phénomènes d'érosion des sols et de ruissellement générant des coulées boueuses.

La présence de l'eau et la diversité des milieux aquatiques ont forgé l'identité de ce territoire, au capital écologique exceptionnel.

La vallée de la Somme est une des plus vastes tourbières alcalines de l'Europe occidentale, avec un patrimoine floristique remarquable et des ressources halieutiques emblématiques comme l'anguille, ou la truite de mer pour l'Authie. Les baies de Somme et d'Authie recèlent une mosaïque de biotopes exceptionnels. Suite aux inondations qui ont lourdement frappé la vallée de la Somme en 2001, plusieurs programmes se sont succédés : un programme exceptionnel vallée baie de Somme destiné à gérer la crise et à mener les travaux d'urgence, un programme PAPI 2003-2007 axé principalement sur les études visant à comprendre les phénomènes de crue par remontée de nappe et à proposer un plan d'actions opérationnel dans l'optique de réduire durablement la vulnérabilité du territoire aux phénomènes inondations.

Dans la continuité de ces plans d'actions et dans un contexte réglementaire renouvelé (directive cadre européenne sur l'eau, loi sur l'eau et les milieux aquatiques), le programme « **Plan Somme** » a été mis en œuvre dans le cadre du Contrat de projets Etat-Région 2007-2013. Il a ainsi bénéficié du soutien de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, de la Région Picardie et des Départements de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise pour la mise en œuvre de plus d'une centaine d'opérations, tant en matière de prévention des inondations que de reconquête des milieux aquatiques, à l'échelle de l'ensemble de ce territoire. De nombreux maîtres d'ouvrages ont ainsi été mobilisés pour conduire ces opérations localement au travers d'une approche globale et cohérente. Le montant réalisé sur les deux axes de ce premier Plan Somme s'élève à environ 26 millions d'euros.

Au vu des résultats et de l'approche vertueuse de cette démarche tant du point de vue de la gouvernance mise en place que de la cohérence des actions réalisées ; un **Plan Somme II** est nécessaire afin de préserver la coordination des financeurs et maîtres d'ouvrage avec pour objectif deux finalités : progresser vers l'application des objectifs de la Directive cadre européenne sur l'eau 2000/60/CE afin d'atteindre un bon état écologique des masses d'eau en 2027 au plus tard et, permettre la mise en œuvre de la Directive cadre 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

Ainsi, le Plan Somme II est constitué de deux axes :

- Axe 1 : Prévention et gestion du risque inondation

Cet axe a fait l'objet d'une demande de labellisation PAPI dans le cadre de l'appel à projets lancé du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Il vise notamment à finaliser les travaux de réduction de l'aléa inondation engagée dans les précédents programmes, à mettre en œuvre les opérations de réduction de la vulnérabilité des sites les plus exposés aux risques d'inondations, à réactualiser et compléter les outils de prévention et de gestion de crise (PPRi, PCS) et, à poursuivre les actions d'information préventive.

- Axe 2 : Gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Cet axe s'inscrit dans la continuité des opérations engagées au travers du Plan Somme 1 en particulier en matière de restauration des cours d'eau et des zones humides. Il vise notamment à restaurer les continuités écologiques, à préserver les zones humides, à organiser un suivi des milieux, ainsi qu'à définir et mettre en œuvre des plans d'actions de préservation de la ressource en eau (ORQUE, SAGE).

La maîtrise d'ouvrage des actions prévues à ce programme sera assurée par les différents acteurs compétents au sein des bassins versants parmi lesquels figurent :

- l'Etat, dans le cadre de ses compétences en matière d'élaboration et de mise en œuvre des Plans de Prévention des Risques d'Inondation ainsi que pour l'activité de prévision des crues.
- le Département de la Somme, propriétaire et gestionnaire du canal de la Somme et de la Somme canalisée, ainsi que de plusieurs zones humides remarquables ;
- l'AMEVA, EPTB organisant la mise en cohérence des travaux conduits à l'échelle des sous-bassins versants composant le bassin de la Somme, que ce soit en matière de prévention et de gestion des risques d'inondations ou de restauration et d'entretien écologiques des milieux aquatiques. Ses actions multiples (études, assistance technique des collectivités et associations syndicales de gestion des rivières, communication, SAGEs Haute Somme et Somme aval et cours d'eau côtiers notamment) et la répartition géographique de ses opérations en font un interlocuteur de premier ordre du Plan Somme, ainsi que l'animateur de ce plan ;
- Institution Interdépartementale Pas-de-Calais / Somme pour l'Aménagement de la Vallée de l'Authie, EPTB coordonnateur des actions sur l'Authie (études et travaux, assistance technique, communication, portage du SAGE Authie...)
- Les établissements publics, les collectivités du territoire, les structures associatives.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le contenu ainsi que le montant du programme d'actions du Plan Somme II et de fixer par ailleurs les conditions d'animation et de suivi de ce programme.

Article 2 : Périmètre du projet

Le Plan Somme II concerne essentiellement le bassin du cours d'eau de la Somme et ses affluents ainsi que le réseau hydrographique du Marquenterre, des bas champs de Cayeux. Il est étendu à la partie samarienne du bassin de l'Authie pour les actions relevant de l'axe 2. Les enjeux se situent pour l'essentiel dans le département de la Somme, sur les communes des bassins versants à l'intérieur du périmètre défini en *annexe 1* de la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention couvre la programmation d'actions sur la période 2015-2020. Elle prend effet à sa notification. Elle sera applicable du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2020.

Article 4 : Objectifs

4.1 axe 1 : prévention et gestion du risque inondation

En s'engageant à soutenir ce projet, les acteurs cosignataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations combinant les actions décrites dans le programme d'actions ci-après.

Pour la mise en œuvre des actions de ce programme d'actions, les partenaires du projet s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations, à réduire l'aléa correspondant par des travaux de protection contre les crues intégrant des ouvrages hydrauliques, et à se donner les moyens d'une bonne conception et surveillance ainsi que d'un entretien adapté des dits ouvrages.

4.2 axe 2 : gestion de la ressource et des milieux aquatiques

En s'engageant à soutenir le projet de gestion à l'échelle des bassins versants, les acteurs cosignataires affirment également leur volonté de contribuer aux objectifs d'atteinte du bon état écologique des masses d'eau.

Article 5 : Contenu du programme d'actions

Les deux volets du programme d'actions du Plan Somme se décomposent comme suit :

Axe 1 : prévention et gestion du risque inondation :

- Enjeu 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque
- Enjeu 2 : Surveillance, prévision de crues et des inondations
- Enjeu 3 : Alerte et gestion de crise
- Enjeu 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme
- Enjeu 5 : Action de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes
- Enjeu 6 : Ralentissement des écoulements
- Enjeu 7 : Gestion des ouvrages hydrauliques

Axe 2 : gestion de la ressource et des milieux aquatiques

- Enjeu 8 : Amélioration et diffusion de la connaissance
- Enjeu 9 : Restauration de l'hydro-morphologie et de la continuité hydro-écologique des cours d'eau
- Enjeu 10 : Restauration et préservation des zones humides
- Enjeu 11 : Evaluation des actions de restaurations des milieux aquatiques
- Enjeu 12 : Elaboration d'un programme d'élimination des PCB sur la Haute Somme
- Enjeu 13 : Lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols
- Enjeu 14 : Renforcement de l'animation de terrain et de la concertation dans le cadre des programmes de gestion durable et des milieux aquatiques.

Le détail du programme d'actions est présenté en *annexes 2 et 3*.

Article 6 : Propriété intellectuelle

Chaque porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions objet de la présente convention sont mis à leur disposition. Une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée à cet effet.

Article 7 : Montant prévisionnel du projet et répartition financière

Le coût prévisionnel du programme Plan Somme II est estimé à 38 451 000 € TTC sur la période 2015-2020.

La répartition prévisionnelle par axe se fait comme suit :

- axe 1 : 3 850 000 €
- axe 2 : 34 601 000 €

Le tableau en *annexe 2* indique les montants prévisionnels du coût des actions et la répartition prévue entre différents financements.

Les enveloppes financières consacrées à ces deux axes ne sont pas fongibles. Au sein de l'axe 2, il y a possibilité de fongibilité financière entre les actions dans le cadre d'ajustements dans la limite de 20% du montant total affecté à cet axe, sans que cela ne fasse l'objet d'un avenant. Au-delà, les modifications feront l'objet d'un avenant, conformément à l'article 13 de la présente convention.

En cas de différend, les engagements en matière de financement de l'Etat et de la Région Picardie inscrits au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 prévaudront.

Article 8 : Décision de mise en place du financement

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues dans la présente convention sont prises par chacun des partenaires dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des ressources budgétaires qui leur sont propres.

Pour l'opération "Réaménagement du barrage inférieur de Daours", objet de la fiche action 7.1 (PAPI), le versement du solde de la subvention au titre du FPRNM sera conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

- a) Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l'article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;
- b) Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l'article R. 125-11 du code de l'environnement, consultable en mairie ou sur internet ;
- c) Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;
- d) Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l'article R. 125-12 du code de l'environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;
- e) Repères de crue posés et entretenus conformément aux articles L. 563-3 et R. 563-12 du code de l'environnement (dont l'inventaire est inclus dans le document d'information communal sur les risques majeurs).

Article 9 : Maîtrise d'ouvrage des actions

La maîtrise d'ouvrage des actions est assurée par les différents acteurs compétents au sein des bassins versants.

Article 10 : Comité de pilotage

Un comité de pilotage, qui regroupe les signataires de la présente convention ou leurs représentants, coordonne la mise en œuvre du programme d'actions visé à l'article 5.

Par ailleurs, des personnes morales ou physiques peuvent être associées aux travaux du comité à titre d'expert ainsi que des représentants d'autres collectivités, notamment:

- au Département de l'Aisne,
- au Département de l'Oise,
- au Syndicat mixte Baie de Somme Grand Littoral Picard,
- aux collectivités situées dans les territoires à risque important d'inondation (TRI) d'Abbeville et d'Amiens

Le comité de pilotage est co-présidé par le représentant de l'Etat et l'EPTB Somme-AMEVA.

Ce comité de pilotage se réunit périodiquement, au moins une fois par an sur convocation du président de l'année en cours. Le secrétariat et l'animation sont assurés par l'EPTB Somme-AMEVA dans les conditions prévues à l'article 11.

Le comité de pilotage s'assure de l'avancement des différentes composantes du programme d'actions et veille au maintien de la cohérence du programme dans les différentes étapes annuelles de sa mise en œuvre. Il participe à la préparation de la programmation des différentes actions et est tenu informé des décisions de financement prises et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions. Il peut proposer à des ajustements en matière de programmation financière du Plan Somme dans les limites indiquées à l'article 7.

Le comité de pilotage s'attache à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Mixte Inondation du 09 juillet 2015 (telles qu'annexées à la présente convention). Un état d'avancement est réalisé annuellement, notamment en ce qui concerne la cohérence avec la stratégie locale de gestion du risque inondation de la Somme.

Enfin, il approuve et assure le suivi des indicateurs mis en place dans les conditions prévues à l'article 11, qui permettront d'apprécier l'efficacité des actions menées.

Article 11 : Animation et suivi du Plan Somme

- *comité technique :*

L'animation du programme d'actions du Plan Somme est assurée par un comité technique composé des représentants techniques des différents signataires et présidé par le Président de l'EPTB Somme-AMEVA ou son représentant.

Des personnes morales ou physiques peuvent être associées aux travaux du comité à titre d'expert ainsi que des représentants d'autres collectivités ou groupement de collectivité

Le comité technique se réunit autant que de besoin sur convocation du président de l'EPTB Somme-AMEVA, et de façon systématique avant chaque réunion du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l'avancement de la réalisation du programme d'actions, de l'évolution des indicateurs et de toute difficulté éventuelle dans la mise en œuvre des actions.

- *Suivi et secrétariat :*

Le suivi du Plan Somme est assuré par l'EPTB Somme-AMEVA.

L'EPTB Somme-AMEVA assure :

- le suivi technique et financier (prévisionnel et réel) du programme d'actions
- le suivi des indicateurs

Le secrétariat est assuré par l'EPTB Somme-AMEVA. Il prépare l'ordre du jour, envoie les convocations, rédige les dossiers de séance ainsi que les procès-verbaux.

- *indicateurs :*

Des indicateurs de réalisation et d'impact sont définis par le comité de pilotage sur préparation de l'EPTB Somme-AMEVA. Ils doivent mesurer l'application et la mise en cohérence des objectifs de restauration du bon état écologique des masses d'eau et de prévention des inondations.

Article 12 : Concertation

L'élaboration et l'engagement des actions définies au Plan Somme II se font en concertation avec toutes les parties prenantes concernées, notamment les collectivités du bassin, les associations de riverains, les gestionnaires des milieux aquatiques, les usagers de l'eau, les structures porteuses des SCOT du bassin, les associations environnementales... Cette concertation est principalement conduite au travers de réunions locales ou tout autre moyen.

Article 13 : Révision de la convention

La convention peut faire l'objet de modification par voie d'avenant, notamment dans le cas où des évolutions substantielles interviendraient en cours de réalisation telles que :

- l'intégration de nouvelles actions au programme initialement arrêté (*annexes 2 et 3*),
- la modification de la répartition des financements initialement arrêtés au-delà de la limite fixée à l'article 7 ou la modification dans la durée.

Le projet d'avenant est présenté pour avis au comité technique puis au comité de pilotage avant d'être proposé à chacun des membres signataires de la convention.

Article 14 : Résiliation de la convention

En cas de désaccord persistant, les parties signataires peuvent demander la résiliation de la convention. La demande de résiliation sera accompagnée d'un exposé des motifs et sera présentée pour avis au comité technique puis au comité de pilotage.

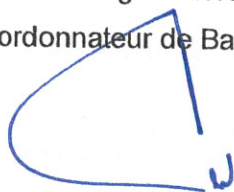
La résiliation de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les conditions d'achèvement des opérations ayant fait l'objet d'un commencement d'exécution.

Article 15 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à l'arbitrage d'un expert choisi d'un commun accord. Si néanmoins le désaccord persiste, ce litige sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Amiens.

Fait en 10 exemplaires originaux à Amiens le **28 DEC. 2015**

Le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais
Le Préfet Coordonnateur de Bassin Artois-Picardie



Jean-François CORDET

La Préfète de la Région Picardie
La Préfète de la Somme



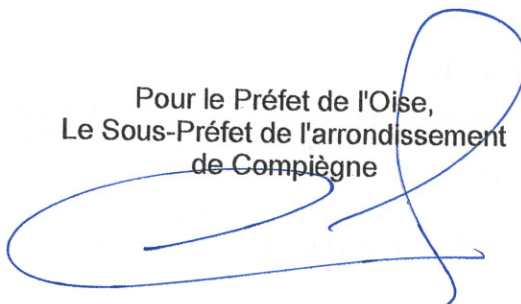
Nicole KLEIN

Le Préfet de l'Aisne



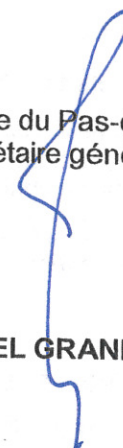
Raymond LE DEUN

Pour le Préfet de l'Oise,
Le Sous-Préfet de l'arrondissement
de Compiègne



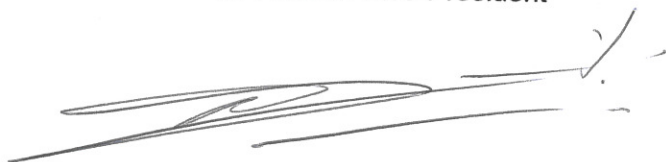
Ghyslain CHATEL

Pour la Préfète du Pas-de-Calais
Le Secrétaire général



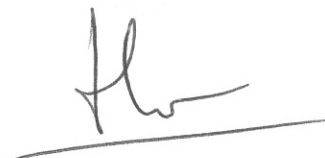
Marc DEL GRANDE

Par délégation du Président du
Conseil régional de Picardie
Le Premier Vice-Président



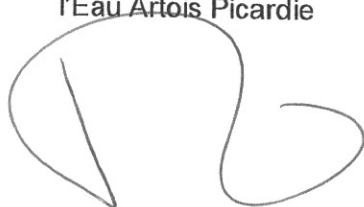
Nicolas DUMONT

Le Président du Conseil
départemental de la Somme



Laurent SOMON

Le Directeur général de l'Agence de
l'Eau Artois Picardie



Olivier THIBAUT

Le Président de
l'EPTB SOMME-AMEVA



Bernard LENGLET

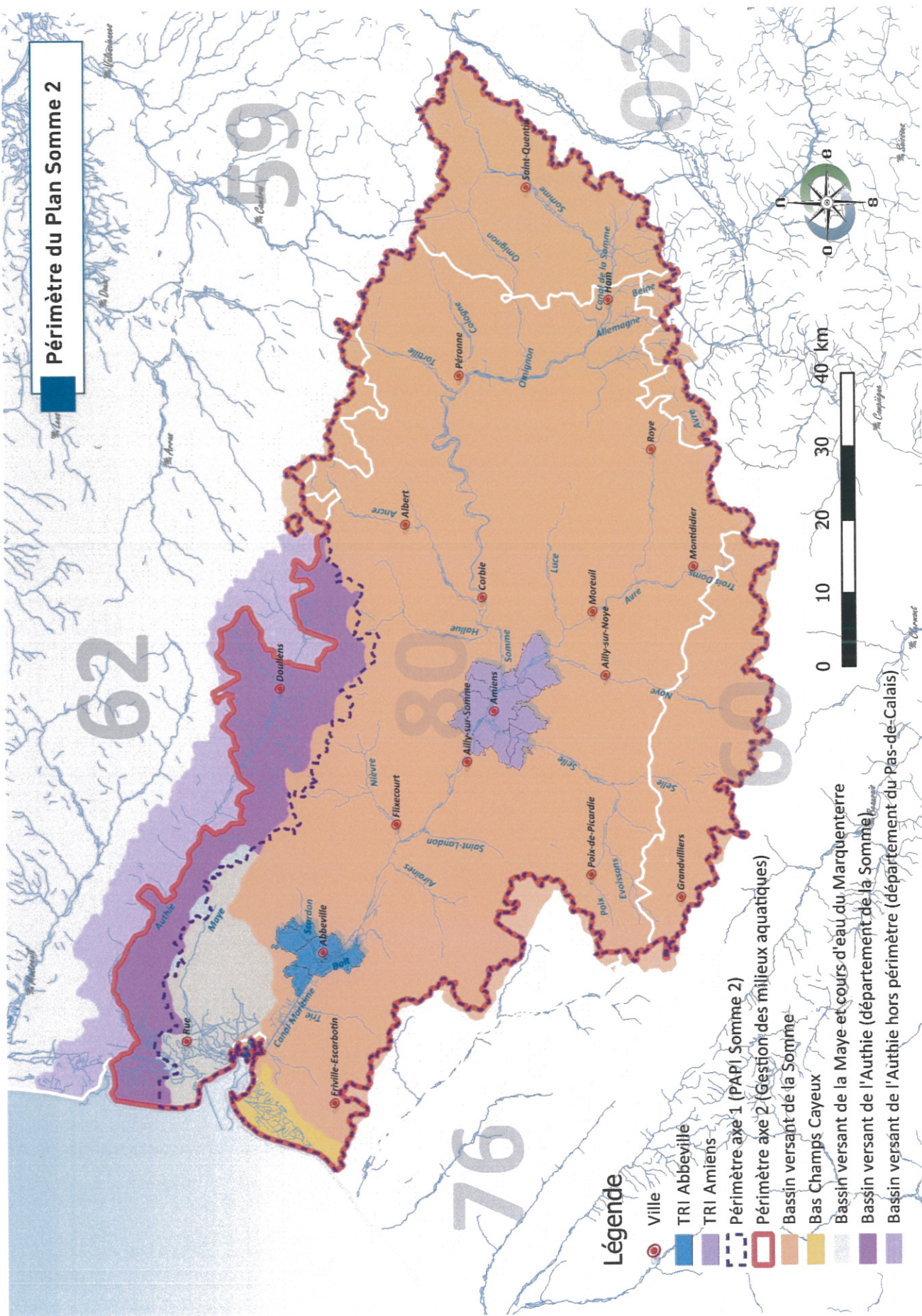
Le Président de l'EPTB Authie
Institution Interdépartementale
Pas-de-Calais / Somme



Robert THERRY

Annexe 1
Périmètre d'intervention
du Plan Somme 2

Périmètre du Plan Somme 2



Annexe 2
Technique et financière
Actions prévues, dépenses estimatives
et
plan de financement prévisionnel

PLAN SOMME II : Proposition financière

AXE 1 – Prévention et gestion du risque inondation

Fiches actions PAPI	Détail	Coût		Etat		FEDER	AEAP	CR Picardie	CD Somme	MO	
0 Equipe projet PAPI : animation du programme d'actions	Salaires et charges	207 000 €		40%	82 800 €			20%	41 400 €	20%	41 400 €
	Frais de fonctionnement	33 000 €						20%	6 600 €	60%	19 800 €
1.1 Amélioration de la connaissance de l'aléa inondation		400 000 €	TTC	50%	200 000 €		30%			20%	80 000 €
1.2 Matérialisation et mise en valeur de repères de crue		70 000 €	TTC	50%	35 000 €			30%	21 000 €	20%	14 000 €
1.3 Appui aux communes pour la réalisation de leur DICRIM		15 000 €	TTC							100%	15 000 €
1.4 Développement d'outils de communication à destination du public scolaire		30 000 €	TTC	50%	15 000 €			30%	9 000 €	20%	6 000 €
1.5 Révision des outils d'information sur le risque inondation		20 000 €	TTC	50%	10 000 €			30%	6 000 €	20%	4 000 €
1.6 Organisation d'évènements autour du risque inondation		25 000 €	TTC	50%	12 500 €			30%	7 500 €	20%	5 000 €
1.7 Développement d'actions de communication pour la promotion de mesures de réduction de la vulnérabilité		20 000 €	TTC	50%	10 000 €			30%	6 000 €	20%	4 000 €
1.8 Communication autour du PAPI Somme		25 000 €	TTC	50%	12 500 €			30%	7 500 €	20%	5 000 €
2.1 Renforcement du dispositif de prévision des crues		480 000 €	TTC	100%	480 000 €						
2.2 Renforcement du réseau hydrométrique		100 000 €	TTC	100%	100 000 €						
3.1 Réalisation du Plan ORSEC inondations du département de la Somme		-	-							100%	
3.2 Appui aux communes pour la réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde		-	-							100%	
3.3 Appui à la réalisation de PCA et PPMS		15 000 €	TTC							100%	15 000 €
4.1 Révision du PPRI de la Somme		150 000 €	TTC	100%	150 000 €						
4.2 Accompagnement des communes pour la prise en compte de la gestion du risque inondation dans les documents d'urbanisme		10 000 €	TTC	50%	5 000 €			30%	3 000 €	20%	2 000 €
4.3 Prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme	Etudes SDGEP	400 000 €	TTC			30%	120 000 €			20%	80 000 €
	Etudes de programmation de travaux	200 000 €	TTC			30%	60 000 €			20%	40 000 €

Fiches actions PAPI	Détail	Coût		Etat		FEDER		AEAP		CR Picardie		CD Somme		MO	
5.1 Etude de la vulnérabilité des enjeux au risque inondation		200 000 €	TTC	50%	100 000 €					15%	30 000 €	15%	30 000 €	20%	40 000 €
5.2 Réalisation de diagnostics de vulnérabilité de l'habitat et des entreprises		200 000 €	TTC	50%	100 000 €					15%	30 000 €	15%	30 000 €	20%	40 000 €
5.3 Réalisation de diagnostics de vulnérabilité des bâtiments publics et des équipements sensibles à la gestion de crise		150 000 €	TTC	50%	75 000 €					15%	22 500 €	15%	22 500 €	20%	30 000 €
6.1 Etudes complémentaires à l'aménagement d'un déversoir dans le secteur de Corbie – Fouilloy		200 000 €	TTC	50%	100 000 €	20%	40 000 €	10%	20 000 €					20%*	40 000 €*
7.1 Réaménagement du barrage inférieur de Daours		500 000 €	HT	40%	200 000 €	20%	100 000 €			20%	100 000 €			20%*	100 000 €*
7.2 Etudes complémentaires sur le secteur de Piquigny		200 000 €	HT					40%	80 000 €	20%	40 000 €			40%*	80 000 €*
7.3 Optimisation de la gestion des ouvrages hydrauliques structurels en situation de crise		200 000 €	TTC							40%	80 000 €	40%	80 000 €	20%	40 000 €
TOTAL AXE 1		3 850 000 €			1 687 800 €		320 000 €		520 000 €		410 500 €		210 500 €		701 200 €

AXE 2 – Gestion de la ressource et des milieux aquatiques

[illegible]

Fiches actions	Détails		Coût	ETAT		FEDER		AEAP		CR Picardie		CD 80		CD 60		CD 02		MO	
12 Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur les bassins de la Somme et du Marquenterre	12.2 : Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux sur les affluents de la Somme et cours d'eau du Marquenterre	Etudes	758 000 €			20%	151 600 €	80%	606 400 €										
		Travaux d'arasement, ouvrage prioritaire	1 184 000€			20%	236 800 €	80%	947 200 €										
		Travaux d'effacement t incomplet	1 240 000€					80%	992 000 €									20%	248 000 €
		Travaux d'aménagement avec usage économique	608 000 €					60%	364 800 €									40%	243 200 €
13 Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur l'Authie et affluents (ouvrages implantés en Picardie)	Travaux d'arasement, ouvrages prioritaires (2 ouvrages dans le 80 et 1 cheval sur le 62/80)	Etudes	210 000 €			20%	42 000 €	80%	168 000 €										
		300 000 €				20%	60 000 €	80%	240 000 €										
		200 000 €	1 150 000€					80%	160 000 €									20%	40 000 €
		440 000 €						60%	264 000 €									40%	176 000 €
14 Préserver et restaurer les zones humides associées aux cours d'eau	Travaux de restauration	≥ 500 000 €	1 000 000€			20%	100 000 €	50%	250 000 €			10%	50 000 €					20%	100 000 €
		≤ 500 000 €						50%	250 000 €	15%	75 000 €	15%	75 000 €					20%	100 000 €
15 Suivi et évaluation des travaux de restauration menés sur les cours d'eau et zones humides associées	Equipement : Anguilles	100 000 €	206 000 €					50%	50 000 €	15%	15 000 €	15%	15 000 €					20%	20 000 €
		106 000 €				15%	15 900 €	50%	53 000 €			15%	15 900 €					20%	21 200 €*

Fiches actions	Détails		Coût	ETAT		FEDER		AEAP		CR Picardie		CD 80		CD 60		CD 02		MO	
16 Etude de faisabilité et opération expérimentale d'extraction et d'élimination des sédiments pollués par les PCB sur la Haute Somme	Etude de maîtrise d'œuvre et opération expérimentale		400 000 €					50%	200 000 €	15%	60 000 €	7,5 %	30 000 €	20%				80 000 €	
	Etudes >100 000€	100 000 €	300 000 €		20%	20 000 €	60%	60 000 €						20%				20 000 €	
17 Définition de programme d'actions contre le ruissellement et l'érosion des sols	Etudes entre 30 000€ et 100 000 €	200 000 €					60%	120 000 €	20%	40 000 €					20%			40 000 €	
18 Mise en œuvre des programmes d'actions contre le ruissellement et l'érosion des sols	Travaux d'hydraulique douce et acquisitions foncières associées ≥ 100 000 €	1 300 000 €	3 000 000€		20%	260 000 €	60%	780 000 €						20%				260 000 €	
	Travaux d'hydraulique douce et acquisitions foncières associées < 100 000 € et > 25 000 €	700 000 €					60%	420 000 €	20%	140 000 €				20%				140 000 €	
	Travaux de stockage (bassins) et acquisitions foncières associées	1 000 000 €					40%	400 000 €						60%				600 000 €	
	Préservation de la ressource (ORQUE,...)	1 000 000 €					70%	700 000 €	10%	100 000 €				20%				200 000 €	
20 Elaboration et mise en œuvre du SAGE Haute Somme	Animation	300 000 €	450 000 €				70%	210 000 €						30%				90 000 €	
	Etudes et phases d'approbation	150 000 €					50%	75 000 €	30%	45 000 €				20%				30 000 €	

Fiches actions	Détails		Coût	ETAT		FEDER		AEAP		CR Picardie		CD 80		CD 60		CD 02		MO	
21 Elaboration et mise en œuvre du SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers	Animation	300 000 €	450 000 €					70%	210 000 €								30%	90 000 €	
	Etudes	150 000 €						50%	75 000 €	30%	45 000 €						20%	30 000 €	
22 Elaboration et mise en œuvre du SAGE de l'Authie	Animation	150 000 €	285 000 €					70%	105 000 €								30%	45 000 €	
	Etudes et phases d'approbation	60 000 €						50%	30 000 €	30%	18 000 €						20%	12 000 €	
	Prestations externalisées	75 000 €						50%	37 500 €	30%	22 500€						20%	15 000 €	
23 Mission de coordination administrative et animation technique AMEVA 2015-2020	Dépenses de fonctionnement		150 000 €							40%	60 000 €	40%	60 000 €				20%	30 000 €	
TOTAL AXE 2			34 601 000 €		60 000€		2 359 300€		19 469 800 €		2 988 500 €		1 740 975 €		82 425 €		161 250 €		7 738 750 €
TOTAL GENERAL PLAN SOMME II			38 451 000 €		1 747 800 €		2 679 300 €		19 989 800 €		3 399 000 €		1 951 475 €		82 425 €		161 250 €		8 439 950 €

*Fiches actions pour lesquelles le Conseil départemental de la Somme est maître d'ouvrage

Annexe 3

Fiches techniques

Axe 1

Prévention et gestion du Risque inondation

Enjeu 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Enjeu 2 : Surveillance, prévision de crues et des inondations

Enjeu 3 : Alerte et gestion de crise

Enjeu 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

Enjeu 5 : Action de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes

Enjeu 6 : Ralentissement des écoulements

Enjeu 7 : Gestion des ouvrages hydrauliques

Enjeu 0**Animation du Programme d'Actions de Prévention des Inondations****Objectif**

Animer le PAPI et suivre l'avancement des actions menées par les différents maîtres d'ouvrage.

Description de l'action

Afin d'assurer la mise en œuvre, le suivi et l'animation du PAPI, il est essentiel de recruter un ETP sur 6 ans dont les tâches seront :

Axe 0 - Animation du programme d'actions : le chargé de mission sera en charge de la concertation et du bon fonctionnement des instances de gouvernance du PAPI, en lien avec l'élaboration de la SLGRI

- Organiser et animer les réunions du COPIL et des groupes de travail
- Assurer le suivi du programme d'action en collaboration avec les différents maîtres d'ouvrage suivant les indicateurs définis et en informer les parties prenantes par le biais de la création d'outils de communication

Axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque :

- Suivre les études de modélisation de l'aléa inondation
- Créer des outils de communication, organiser et animer des actions de sensibilisation à destination du grand public, des élus et du public scolaire, en collaboration avec les partenaires techniques désignés
- Organiser et animer des ateliers d'accompagnement des communes sur l'information préventive
- Appuyer les collectivités territoriales pour la matérialisation de repères de crue

Axe 3 – Alerte et gestion de crise

- Participer à l'élaboration du plan Orsec inondation, aux ateliers d'accompagnement des communes pour la réalisation des PCS et aux exercices de simulation organisés par la préfecture de la Somme

Axe 4 – Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

- Organiser et animer des journées thématiques pour la prise en compte de la gestion du risque inondation dans l'aménagement du territoire, et intervenir auprès des communes et intercommunalités pour faciliter l'intégration du risque dans les documents d'urbanisme

Axe 5 – Actions de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes

- Rédiger le CCTP et suivre les études de recensement et caractérisation des enjeux, ainsi que la mise en œuvre des mesures collectives de réduction de la vulnérabilité
- Préparer, organiser et suivre la réalisation de diagnostics de vulnérabilité auprès des habitants, des entreprises et des bâtiments publics situés en zone inondable et la réalisation, le cas échéant, des mesures structurelles et organisationnelles de réduction de la vulnérabilité

L'animateur PAPI suivra également l'avancement de la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation du bassin de la Somme.

Localisation

Poste basé dans les locaux de l'AMEVA à Dury, avec des déplacements sur l'ensemble du bassin.

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	48 000 €	48 000 €	48 000 €	48 000 €	48 000 €

Plan de financement

Coût : 240 000 €

Financeurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Salaires et charges	207 000 €	40 %		20 %	20 %		20 %
Frais de fonctionnement	33 000 €			20 %	20 %		60 %

Indicateurs de suivi / réussite

Objectif

Améliorer la connaissance de l'aléa inondation sur les affluents de la Somme afin de cartographier les enveloppes de crue, définir des zones de ralentissement dynamique et approfondir le paramètre durée des inondations.

Description de l'action

Dans le cadre de la Directive Inondation, les TRI ont fait l'objet de cartographies d'aléa pour trois occurrences de crues : crues fréquentes (occurrence décennale à trentennale), crues moyennes (occurrence centennale) et événement extrême (occurrence millénale). Cependant, certains secteurs des TRI doivent faire l'objet d'une modélisation complémentaire :

- TRI d'Amiens : vallées de l'Avre et de la Selle
- TRI d'Abbeville : vallée du Scardon

Au-delà de la cartographie des enveloppes de crues sur ces territoires jugés prioritaires, la modélisation pourra être étendue à l'amont de ces sous-bassins, ainsi qu'à celui de l'Ancre, affluent majeur de la Somme en amont du TRI d'Amiens. La modélisation permettra également de définir et cartographier des zones potentielles de ralentissement dynamique en lit majeur, en lien avec la fiche 10.4

Cette étude devra également intégrer le paramètre durée de l'inondation, très important pour le territoire du bassin de la Somme soumis aux crues par remontées de nappe (durée de submersion de l'ordre de plusieurs mois).

Localisation

Vallées de l'Avre, de la Selle, de l'Ancre et du Scardon

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, EPCI, Etat

Partenaires techniques : BRGM, SPC Artois-Picardie

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : 400 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes de modélisation	400 000 €	50 %				30 %	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de sous-bassins modélisés
- Nombre d'habitants situés en zone inondable selon la modélisation
- Volume (en m³) potentiellement stocké par les aménagements proposés

Matérialisation et mise en valeur de repères de crue

Objectif

Entretenir la mémoire des inondations de 2001 en implantant des repères de crue témoins des hauteurs d'eau atteintes

Description de l'action

Dans le cadre du premier PAPI, à la suite d'une étude préalable réalisée par le bureau d'étude 2EMA sous la maîtrise d'ouvrage de l'AMEVA, 85 repères de la crue du printemps 2001 ont été matérialisés sur 50 communes concernées par le PPRI Vallée de la Somme.

Cette action de pose de repères de crue s'inscrit en complément de la précédente. Elle sera réalisée en interne par l'AMEVA et consistera à :

- Reprendre contact avec les communes concernées par le PPRI Vallée de la Somme pour faire un point sur l'état des repères posés et avoir un retour sur l'impact des repères sur la conscience du risque sur la commune
- Par des visites terrains, recenser des sites potentiels sur les communes volontaires pour la pose éventuelle de nouveaux repères, et effectuer leur nivellement
- Remplacer les repères détériorés
- Sur les nouveaux sites de pose recensés, estimer à l'aide des données de la DDTM les hauteurs d'eau atteintes par la crue du printemps 2001

De plus, les repères étant jugés comme trop peu visibles par le grand public, des panneaux d'information seront créés et apposés auprès des repères situés sur des sites les plus fréquentés (Parc Saint-Pierre à Amiens, par exemple).

Localisation

Ensemble des communes du bassin versant concernées par un PPRI prescrit ou approuvé.

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales

Partenaires techniques : DDTM 80

Opérations de communication :

- envoi d'un questionnaire à l'ensemble des communes concernées, avec coupon-réponse pour la pose éventuelle de nouveaux repères
- Articles de presse suivant la pose des repères

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	70 000 €				

Plan de financement

Coût : 70 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Repères de crue	20 000 €	50 %		30 %			20 %
Panneaux d'information	50 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de repères de crue remplacés
- Nombre de nouveaux repères de crue installés sur le bassin versant
- Nombre de communes comprenant au moins un repère de crue
- Nombre de panneaux d'information installés et localisation

Objectif

Rappeler aux communes leurs obligations sur l'information préventive des populations et les appuyer à la réalisation de leur Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Description de l'action

Le DICRIM a pour objectif d'informer les habitants des communes sur les risques naturels et technologiques les concernant. Sur le bassin versant de la Somme, 158 communes sont concernées par un PPRI prescrit ou approuvé. Parmi ces communes, 60 ont réalisé ou sont en cours d'élaboration de leur DICRIM.

Il convient aujourd'hui de rappeler aux communes leurs obligations réglementaires en matière d'information préventive, encourager la réalisation de DICRIM et les aider à réaliser ce document obligatoire pour informer et sensibiliser le plus grand nombre d'habitants.

Cette assistance prendra la forme d'ateliers territoriaux réguliers pour suivre les communes inondables volontaires dans l'avancement de leurs documents. Il sera proposé 4 ateliers sur 4 lieux différents du bassin entre 2017 et 2018 : (Abbeville, Amiens, Péronne et Saint-Quentin), soit 16 ateliers. La régularité de ces rencontres permettra un suivi plus adapté de l'avancement des documents. La réalisation du document final et sa diffusion sera à la charge des communes.

Les DICRIM notifiés seront ensuite mis en ligne sur le site internet [Portail DICRIM : Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs](#).

Localisation

Ensemble des communes du bassin versant concernées par un PPRI prescrit ou approuvé.

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales

Partenaires techniques : Préfectures, Association des Maires de la Somme

Opérations de communication : envoi d'un courrier d'invitation aux ateliers à l'ensemble des communes concernées, avec coupon-réponse / diffusion des DICRIM réalisés sur le territoire communal et sur internet

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
		7500 €	7500 €		

Plan de financement

Coût : 15 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Réalisation d'ateliers d'appui à la réalisation du DICRIM	15 000 €						100 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'ateliers d'appui à la réalisation de DICRIM mis en place sur le bassin
- Nombre de communes participant aux ateliers
- Nombre de DICRIM notifiés mis en ligne sur le portail bd-dicrim

Développement d'outils de communication à destination du public scolaire

Objectif

Sensibiliser les élèves au risque inondation à travers la création d'outils pédagogiques et d'animations

Description de l'action

Cette action comporte plusieurs volets :

- Création d'un ou plusieurs outils pédagogiques, en étroite partenariat avec l'IFFORME, le CRDP (CANOPEE) et le rectorat de l'académie d'Amiens. Les services d'Amiens Métropole seront également consultés pour assurer la cohérence avec les outils existants
- Animations autour des outils créés (animations en classe, sorties terrains à définir) dans les établissements scolaires volontaires

Le niveau scolaire visé reste à définir avec les professionnels de l'enseignement.

Les possibilités d'actions sont variées : plaquettes, expositions, jeux,... Il existe tout un panel de ressources pédagogiques destinées à développer la connaissance des risques naturels chez les jeunes, le choix sera fait grâce sur le conseil des partenaires de l'éducation nationale.

En termes de calendrier, la phase de création des outils durera environ une année scolaire. Les outils pourront alors faire l'objet d'animations sur les trois années suivantes.

Localisation

Ensemble des établissements scolaires situés dans des communes inondables du bassin versant, priorité donnée aux établissements situés sur les TRI d'Amiens et d'Abbeville

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales, académie d'Amiens

Partenaires techniques : CRDP Amiens, IFFORME, URCPIE

Opérations de communication : les animations pourront être relayées par la presse

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	15 000 €	5000 €	5000 €	5000 €	

Plan de financement

Coût : 30 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Outils de communication scolaires	30 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Exemple de chaque outil créé
- Nombre d'animations réalisées dans les établissements scolaires
- Nombre d'élèves concernés

Révision des outils d'information sur le risque inondation

Objectif

Réviser et remobiliser les documents d'information pour le grand public existants sur le risque inondation

Description de l'action

Dans le cadre du premier PAPI (2003 - 2006), neuf panneaux d'exposition ont été créés à destination du grand public pour comprendre les inondations de la Somme, entretenir la mémoire des événements de 2001, et combattre les idées reçues. Cette exposition était accompagnée d'un guide intitulé « les inondations de la Somme : comprendre, prévenir, protéger... » reprenant en détail les informations affichées dans l'exposition

Ces outils méritent aujourd'hui d'être revus (mise à jour des cartographies, de l'avancement des actions réalisées depuis 2001,...). L'exposition pourra ainsi à nouveau être mobilisée dans les bâtiments publics des communes volontaires, et lors des conférences sur le thème des inondations (voir fiche 1.6) et le guide pourra être redistribué à l'occasion des conférences, journées thématiques, et mis à disposition du grand public dans les mairies des communes des TRI d'Amiens et d'Abbeville.

Localisation

Bassin versant de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
5000 €	15 000 €				

Plan de financement

Coût : 20 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Révision des outils de communication	20 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de bâtiments publics ayant accueilli l'exposition
- Nombre de guides produits et distribués

Organisation d'évènements autour du risque inondation

Objectif

Informier et débattre sur le risque inondation dans le bassin de la Somme

Description de l'action

Afin de toucher un public le plus large possible (étudiants, grand public, élus, agents des collectivités territoriales, grand public,...), des évènements autour du risque inondation seront organisés sur le territoire du bassin versant de la Somme, et en particulier sur les TRI. Il pourra s'agir de conférences en partenariat avec l'Université de Picardie, de journées techniques mises en œuvre avec différentes associations,...

Les médias seront également conviés à ces évènements pour assurer la diffusion la plus large possible de leurs contenus.

Les outils de communication revus dans le cadre de la fiche action n°1.5 seront mobilisés à l'occasion de ces évènements, et les guides seront diffusés aux participants.

Localisation

Bassin versant de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme

Partenaires techniques : Université de Picardie Jules Verne, URCPIE, CCI

Opérations de communication : édition et diffusion d'affiches

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
		7500 €	5000 €	5000 €	7500 €

Plan de financement

Coût : 25 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Organisation de conférences / évènements	25 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'évènements organisés
- Nombre de participants à chaque évènement

Développement d'outils et d'actions de communication pour la promotion des mesures de réduction de la vulnérabilité auprès du grand public

Objectif

Sensibiliser la population en zone inondable sur les mesures simples à mettre en œuvre pour réduire la vulnérabilité du bâti aux inondations.

Description de l'action

Des outils de communication spécifiques seront créés sur la thématique de la réduction de la vulnérabilité afin de démontrer aux habitants et chefs d'entreprises situés en zone inondable qu'il est possible d'agir par des mesures simples sur sa vulnérabilité aux inondations.

Exemples d'actions de communication envisagées : diffusion de plaquettes, reportages vidéo et réunions publiques dans les communes les plus concernées des TRI

Les différents outils créés dans ce cadre seront mis en ligne sur le site de l'AMEVA

Localisation

Communes inondables du bassin de la Somme, priorité aux TRI d'Abbeville et d'Amiens

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme

Partenaires techniques : médias, collectivités territoriales, IFFO-RME, CCI, CEPRI

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	10 000 €	10 000 €			

Plan de financement

Coût total : 20 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Outils de communication réduction de la vulnérabilité	20 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Exemplaires de chaque outil créé
- Nombre d'actions réalisées (dates et estimation du nombre de personnes touchées)

Communication autour du PAPI

Objectif

Communiquer autour des actions du PAPI auprès des partenaires techniques et financiers, des élus et du grand public.

Description de l'action

Afin de présenter les réalisations du PAPI Somme II et les diffuser auprès des partenaires, l'AMEVA, structure porteuse, communiquera à travers plusieurs outils :

- Une lettre d'information semestrielle dédiée au Plan Somme II, dans lequel s'inscrit le PAPI. Cette lettre sera diffusée auprès des partenaires techniques et financiers du projet, des collectivités territoriales du bassin qui laisseront des exemplaires à disposition du grand public (en mairie, dans les salles d'attente du Conseil Général, Conseil Régional,...). Le contenu sera consacré à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations.
- La réalisation d'un film court de présentation des actions du PAPI sur le terrain
- La création et la mise à jour régulière de la rubrique Plan Somme II du site internet de l'AMEVA

De plus, un logo sera créé pour que les élus du bassin puissent identifier facilement la démarche PAPI Somme II et la distinguer du PAPI Bresle-Somme-Authie. Les logos des partenaires techniques et financiers du programme seront mis en avant sur les documents en respectant leurs chartes visuelles respectives.

Localisation

Bassin versant de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
3500 €	3250 €	3250 €	3250 €	3250 €	8500 €

Plan de financement

Coût : 25 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Outils de communication sur actions PAPI	25 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de lettres d'information diffusées sur la durée du PAPI
- Contenu et dates de mises à jour du site Internet

Renforcement du dispositif de prévision des crues

Objectif

Améliorer le dispositif de prévision des crues existant afin de mieux prendre en compte l'apport des affluents et le niveau de la nappe phréatique.

Description de l'action

Depuis les crues historiques de 2001, plusieurs travaux ont été menés sur le bassin de la Somme pour mieux comprendre les mécanismes à l'origine de ces crues et évaluer la contribution des eaux souterraines au débit de la Somme et ses affluents.

A l'issue de ces travaux, plusieurs modèles ont été développés et mis à la disposition du SPC Artois Picardie pour aider à améliorer la prévision et la gestion des crues dans ce bassin : modèle maillé de la Somme (Marthe), modèle global de prévision utilisant une approche probabiliste (GARDENIA), modèle de surface (CARIMA) et d'autres modèles de prévision développés par le SPC utilisant les réseaux de neurones.

Ces travaux ont mis en évidence une très forte contribution des eaux souterraines au déclenchement et au maintien de ces inondations. Et le projet de recherche Franco-Britannique FLOOD1 qui s'est achevé en 2008 a permis de mieux comprendre les mécanismes d'écoulement dans la zone non saturée de la craie (milieu complexe à double porosité et double perméabilité) notamment grâce à la mise en place du site expérimental de surveillance de la zone non saturée situé à Warloy-Baillon, dans le sous bassin de l'Hallue.

Depuis 2010, les travaux ont continué entre le BRGM et le SPC Artois-Picardie dans le cadre d'une convention nationale entre la DGPR et le BRGM afin de poursuivre le suivi du site expérimental et de créer, actualiser et/ou améliorer les modèles de prévision pour le SPC.

Dans cette fiche action, il s'agit de continuer ce travail partenarial avec le BRGM avec :

- 1) le maintien du suivi du site expérimental et de l'analyse des données récoltées lors d'épisode de hautes eaux;
- 2) la poursuite des travaux de modélisation.

Localisation

Bassin versant de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etat

Partenaires techniques : BRGM

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : 480 000 € soit 80 000 € par an

Financeurs : Etat 100 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Maintien en fonctionnement du site expérimental du BRGM de Warloy Baillon
- Obtention d'un modèle de prévision opérationnel et fiable sur la Somme

Renforcement du réseau de suivi hydrométrique

Objectif

Améliorer le dispositif de prévision des crues existant afin de mieux prendre en compte l'apport des affluents

Description de l'action

Le réseau de suivi hydrométrique du bassin de la Somme est composé de 5 stations sur la Somme et la Somme canalisée (Ham, Bray sur Somme, Abbeville et Boismont). Ce réseau de stations est complété par 9 stations sur les affluents de la Somme (Bonnay sur l'Ancre ; Bavelincourt et Querrieu sur l'Hallue ; Moreuil, St Mard et Longueau sur l'Avre ; Dommartin sur la Noye (affluent de l'Avre) ; Plachy Buyon sur la Selle, et l'Etoile sur la Nièvre).

Néanmoins, le réseau de suivi doit également être complété par plusieurs stations hydrométriques qui visent à intégrer l'apport des affluents dans la prévision des crues sur les TRI :

- Sur le Scardon (TRI d'Abbeville)
- Sur la Somme, à aval de la confluence avec l'Avre et la Selle sur le TRI d'Amiens

Localisation

Bassin versant de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etat

Partenaires techniques :

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : 100 000 €

Financeurs : Etat 100 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre et localisation des stations hydrométriques installées

Objectif

Organiser la protection des populations en cas d'inondations à travers l'élaboration des dispositions spécifiques inondations du Plan ORSEC.

Description de l'action

Le plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) est conçu pour mobiliser et coordonner, sous l'autorité du préfet, les acteurs de la sécurité civile au-delà du niveau de réponse courant ou quotidien des services. L'objectif de ce plan est de mettre en place une organisation opérationnelle permanente et unique de gestion des événements touchant gravement la population. Le dispositif opérationnel définit cette organisation. Il prévoit des dispositions générales traitant des éléments nécessaires à la gestion de tout type d'évènement, complétées par des dispositions spécifiques pour faire face aux conséquences prévisibles des risques recensés, tel que le risque inondation.

A l'heure actuelle le Plan ORSEC du département de la Somme n'intègre pas de « dispositions spécifiques inondations ». Les services de l'Etat dans la Somme entreprendront dès la fin de l'année 2014 l'élaboration de celui-ci, selon la méthodologie ci-dessous :

- Constitution d'un comité de pilotage regroupant les principaux acteurs de la sécurité civile
- Constitution de groupes de travail thématiques
- Rédaction du plan
- Test du plan par l'organisation d'un exercice grandeur nature en 2015

Localisation

Département de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Préfecture de la Somme

Partenaires techniques : Association des Maires de la Somme, EPTB Somme, URCPIE

Echéancier prévisionnel

2014 - 2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : travail en régie des services de l'Etat

Indicateurs de suivi / réussite

- Approbation du plan par Mme la Préfète (fin 2015)

Appui aux communes pour la réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde

Objectif

Accompagner les communes dans la réalisation ou la révision de leur PCS.

Description de l'action

Les Plans Communaux de Sauvegarde sont obligatoires pour toute commune régie par un PPRN approuvé ou un PPI approuvé. Aujourd'hui, 129 communes du département de la Somme sont concernées par un PPRI approuvé. Si la majorité d'entre elles se sont soumises à leur obligation réglementaire, 50 d'entre elles doivent encore réaliser ce document. Enfin, très peu de communes ont testé leur PCS par des exercices de simulation.

Parallèlement à l'élaboration du plan ORSEC, des ateliers spécifiques seront organisés auprès des collectivités pour les assister dans l'élaboration de leur PCS. Cette opération sera menée en direction des communes n'ayant pas encore réalisé leur document, mais des actions de communication viseront à sensibiliser les autres communes à la révision de leur PCS.

Enfin, les PCS intercommunaux seront encouragés, dans le but d'optimiser la mutualisation des moyens en cas d'inondation.

Localisation

Ensemble des communes du département de la Somme concernées par un PPRI approuvé

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Préfecture de la Somme – sous-préfectures d'arrondissement

Partenaires techniques : Association des Maires de la Somme, EPTB Somme, URCPIE

Opérations de communication : création d'outils de sensibilisation

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : travail en régie des services de l'Etat

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de réunions techniques organisées auprès des communes
- Nombre de communes ayant réalisé leur PCS
- Nombre de communes ayant participé à l'exercice préfectoral permettant de tester le plan ORSEC

Objectif

Accompagner les gestionnaires de bâtiments publics et équipements sensibles à la gestion de crise à élaborer des plans de gestion de crise.

Description de l'action

Le PPRI précise que les maîtres d'ouvrage d'établissements publics situés en zone inondable, à la suite d'une analyse détaillée de leur vulnérabilité à l'inondation, élaborent un plan de protection contre les inondations, identifiant les enjeux menacés et les ressources internes et externes à mobiliser.

Des plans de gestion de crise à cette échelle existent :

- Le PCA, ou Plan de Continuité d'Activité, est un document stratégique de planification de la réaction à une catastrophe ou à un sinistre grave. Son objectif est de minimiser les impacts d'une crise sur l'activité du groupe concerné.
- Le PPMS, ou Plan Particulier de Mise en Sûreté, est un outil à mettre en place dans les établissements scolaires pour permettre de réagir face à un « accident majeur ».

A la suite de la réalisation des diagnostics de vulnérabilité sur les bâtiments publics et équipements sensibles à la gestion de crise (fiche action 5.3), des ateliers seront organisés pour aider les gestionnaires à élaborer ces plans, selon leur nature.

Localisation

Enjeux situés sur les TRI d'Amiens et d'Abbeville

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme

Partenaires techniques : IFFORME, CEPRI, Académie d'Amiens

Opérations de communication : invitations par courrier aux propriétaires et gestionnaires pour leur participation aux ateliers

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
				10 000 €	5 000 €

Plan de financement

Coût : 15 000 €

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'ateliers réalisés
- Nombre de PCA et PPMS élaborés à l'issue des ateliers

Objectif

Réviser le PPRI de la Vallée de la Somme en prenant en compte les ouvrages structurants de gestion des inondations sur la Somme et en intégrant des prescriptions de réduction de la vulnérabilité du bâti existant.

Description de l'action

Le PPRI de la Vallée de la Somme a été prescrit par arrêté préfectoral du 25 avril 2001. Il s'applique à 129 communes de la vallée de la Somme et de ses affluents correspondant aux communes qui ont été déclarées en état de catastrophe naturelle lors de l'évènement majeur du printemps 2001.

Ce document réglementaire a été approuvé une première fois le 1^{er} décembre 2004, annulé pour vice de procédure le 10 décembre 2009, puis finalement approuvé le 2 août 2012.

Les cartes d'aléas (donc les cartes de risque) du PPRI ne tiennent compte d'aucun aménagement structurant réalisé à la suite des inondations de 2001 et de l'étude de modélisation hydraulique de la Vallée de la Somme de 2005 par SOGREAH. Certains ouvrages d'art (écluse de Saint-Valéry-sur-Somme, barrage de Lamotte-Brebière,...) ont en effet été reconstruits ou modernisés pour faciliter l'évacuation de l'eau à la mer et permettre d'abaisser significativement le niveau d'eau dans certaines zones. De plus, la cartographie des risques réalisée dans le cadre de la Directive Inondation sur les TRI d'Amiens et d'Abbeville s'appuie :

- sur les résultats du modèle CARIMA 1D de SOGREAH qui intègre l'ensemble des travaux et aménagements réalisés pour les crues fréquentes et extrêmes (d'occurrence décennale et millénale) ;
- sur la cartographie du PPRI pour l'évènement centennal.

Il serait donc opportun lors de la révision du PPRI de prendre en compte les ouvrages structurants (et non les ouvrages de protection qui doivent être considérés comme transparents) dans la cartographie des aléas, afin de rendre compte des travaux réalisés et d'assurer une certaine cohérence entre les outils proposés pour la gestion du risque inondation sur l'ensemble de la vallée de la Somme.

Enfin, le règlement du PPRI ne contient aucune prescription d'ordre organisationnel ou structurel pour la réduction de la vulnérabilité du bâti existant (excepté pour les bâtiments publics). Or, il est stipulé dans la stratégie nationale de gestion du risque inondation que les PPRI doivent contribuer aux démarches de réduction de la vulnérabilité. De plus, la disposition 15 du PGRI en cours d'élaboration précise que les Services de l'Etat doivent intégrer, dans les PPRI élaborés ou révisés après la date d'approbation du PGRI, des prescriptions sur l'adaptation au risque inondation des biens et activités existants en zone inondable.

La révision des PPRI étant une procédure prévue par le code de l'environnement, le PPRI Vallée de la Somme pourra faire l'objet d'une révision par les services de l'Etat en prenant en compte les paramètres cités ci-dessus, dès lors que les aménagements prévus dans le programme de lutte contre les inondations de la Somme soient réalisés pour la plupart.

Localisation

Communes concernées par le PPRI de la Vallée de la Somme élargi

Modalités de mise en œuvre

Maître d'ouvrage de l'action : Etat

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : 150 000 €

Financeur : Etat 100 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Décret d'approbation du PPRI

Accompagnement des communes pour la prise en compte de la gestion du risque inondation dans les documents d'urbanisme

Objectif

Appuyer les communes pour la prise en compte du risque inondation dans les documents d'urbanisme.

Description de l'action

L'une des orientations de la stratégie nationale de gestion du risque inondation est d'aménager durablement les territoires. Les outils d'aménagement et de planification (SCOT, PLU...) doivent donc prendre en compte, selon les codes de l'urbanisme et de l'environnement, les documents supra-communaux tels que le SDAGE, le PGRI, les PPRI. Il est nécessaire aujourd'hui de rappeler aux communes leurs obligations en termes d'aménagement du territoire et de les accompagner pour l'intégration du risque inondation dans leurs documents d'urbanisme.

Méthodologie :

- Organisation de 4 journées d'information (1 à Abbeville, 1 à Amiens, 1 à Saint-Quentin, 1 à Péronne) ayant pour objectif d'inciter les communes à participer à la démarche :
 - o Rappel de la réglementation en vigueur et des principes généraux d'aménagement énoncés par la stratégie nationale de gestion du risque inondation
 - o Interventions d'urbanistes et collectivités territoriales ayant intégré la gestion des inondations dans leurs documents d'urbanisme (ADUGA) – la mise en œuvre de PLUI
 - o Présentation des mesures de réduction de la vulnérabilité du bâti existant et à construire
 - o Présentation des possibilités d'aménagements en zone inondable et de l'importance de la protection des zones d'expansion de crues
- Intervention auprès des communes volontaires pour vérifier que les informations en terme d'aléas sont bien intégrées dans les documents d'urbanisme existants, et qu'ils sont cohérents avec les documents supra-communaux

Localisation

Communes volontaires sur le territoire du bassin de la Somme, priorité sur les TRI d'Amiens et d'Abbeville

Modalités de mise en œuvre

Maître d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, DDTM de la Somme, DDT de l'Aisne

Partenaires techniques : ADUGA, CEPRI, Architectes de l'urgence, Associations des Maires, CNFPT

Opérations de communication : réalisation et diffusion d'une plaquette d'information invitant les communes aux journées d'information, accompagnées d'un courrier cosigné par le Président de l'AMEVA et la DDT concernée.

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	10 000 €				

Plan de financement

Coût : 10 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Organisation de 4 journées d'information	10 000 €	50 %		30 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'agents et élus des communes et EPCI participant aux journées d'information
- Nombre d'interventions auprès des communes

Objectif

Appuyer les communes pour la prise en compte du risque inondation par ruissellement dans les documents d'urbanisme par la réalisation de schémas directeurs de gestion des eaux pluviales.

Description de l'action

Devant les difficultés rencontrées par les communes à intégrer la gestion des inondations par ruissellement pluvial dans leurs documents d'urbanisme, l'AMEVA propose aujourd'hui un soutien technique à la réalisation des schémas directeurs de gestion des eaux pluviales à l'échelle intercommunale en appui à l'élaboration et la révision des PLUI. Cette échelle est cohérente avec la territorialité des phénomènes de ruissellement et avec la future compétence GEMAPI qui entrera en vigueur en 2016. Plusieurs communautés de communes ont déjà exprimé leur intérêt pour cette démarche d'assistance technique.

Cette démarche d'étude vise à réaliser les premières étapes du schéma directeur de gestion des eaux pluviales, à savoir :

- Etablir un diagnostic des problématiques de ruissellement à l'échelle de l'intercommunalité
- Etablir des prescriptions de gestion des eaux pluviales dans le cadre de l'élaboration des PLUI, en particulier dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Proposer les éléments nécessaires à la réalisation du zonage réglementaire d'assainissement pluvial.

Les études de programmation issues de ces diagnostics pourront également être financées au titre de cette fiche.

Localisation

Communauté de communes volontaires sur le territoire du bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître d'ouvrage de l'action : EPCI, communes

Partenaires techniques : ADUGA, DDTM 80, Agence de l'Eau Artois Picardie (AEAP), EPTB Somme

Opérations de communication : valorisation de l'action par la réalisation d'un retour d'expérience

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €		

Plan de financement

Coût : 600 000 €

Cofinanceur :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes SDGEP	400 000 €		30 %			50 %	20 %
Etudes de programmation de travaux	200 000 €		30 %			50 %	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'intercommunalités et de communes engagées
- Nombre d'études engagées
- Superficie couverte par les études (en km²)

Etude de la vulnérabilité des enjeux au risque inondation

Objectif

Améliorer la connaissance des enjeux en zone inondable et proposer des mesures de réduction de la vulnérabilité

Description de l'action

Avant la réalisation de mesures de réduction de la vulnérabilité, il est nécessaire d'affiner et de réactualiser la connaissance des enjeux exposés aux inondations, d'évaluer leur vulnérabilité globale, et proposer des mesures efficaces.

Une étude de vulnérabilité des enjeux sera donc réalisée sur le bâti et les réseaux des TRI et des points noirs résiduels de la rue Clabaut à Fontaine-sur-Somme et du Catelet à Pont-Rémy. Une attention particulière sera portée aux réseaux, dont le dysfonctionnement peut impacter durablement le fonctionnement d'un territoire.

Cette étude comportera :

- Un recensement et une cartographie précise des enjeux en zone inondable
- La caractérisation de l'impact du dysfonctionnement des réseaux et des équipements sensibles à la gestion de crise
- Une estimation du coût des dommages en cas d'inondation
- Des propositions chiffrées de programmes de mesures structurelles et organisationnelles de réduction de la vulnérabilité à mettre en œuvre :
 - o par quartiers : étudier par exemple la possibilité d'installation de dispositifs temporaires pour lutter contre l'intrusion d'eau ; la sécurisation des voiries avec maintien des accès secours ; etc...
 - o par types de réseaux pour limiter les atteintes fonctionnelles

Les cartographies devront prendre en compte les trois enveloppes de crue définies dans le cadre de la Directive Inondation.

Localisation

TRI d'Amiens et d'Abbeville en priorité, communes de Fontaine-sur-Somme et Pont-Rémy

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales

Partenaires techniques : gestionnaires de réseaux

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
80 K €	120 000 €				

Plan de financement

Coût : 200 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etude globale sur les enjeux	200 000 €	50 %		15 %	15 %		20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Rapports d'études finalisés
- Liste des mesures de réduction de la vulnérabilité proposées

Objectif

Proposer des mesures de réduction de la vulnérabilité aux habitants propriétaires de leur bien et aux chefs d'entreprises en zone inondable

Description de l'action

Suite aux études réalisées dans le cadre de la fiche action 8, et en complément des actions de communication, les habitations et entreprises des TRI situés en zone inondable feront l'objet de diagnostics individualisés gratuits, basés sur le volontariat. Ces diagnostics visent à compléter les mesures collectives proposées, pour réduire la vulnérabilité des habitants des zones les plus exposées des TRI à une échelle plus fine. Cette opération a également pour but de sensibiliser au plus près la population sur le risque inondation, répondre aux questions les plus diverses des habitants et lutter contre les idées reçues. Elle sera menée à l'échelle de quartiers (Faubourg des Planches à Abbeville, rue de Verdun à Amiens par exemple) pour favoriser une animation dynamique qui inciterait à la réalisation de travaux par les particuliers.

La méthodologie proposée pour la réalisation de cette opération est la suivante :

- Renforcer la campagne de communication sur l'action auprès des particuliers et chefs d'entreprises, par des réunions publiques, plaquettes dans les boîtes aux lettres et porte à porte
- Réaliser le nivellement précis des quartiers concernés
- Réaliser les diagnostics auprès des particuliers et chefs d'entreprises volontaires. Un diagnostic se réalise en trois étapes :
 - o Nivellement du seuil et du plancher du bâtiment
 - o Information du propriétaire et recueil de données
 - o Visite technique du bâtiment
- Rédiger un compte-rendu de visite avec les mesures de réduction de la vulnérabilité proposées et l'adresser au propriétaire. Laisser au propriétaire une documentation sur la réalisation du PFMS ou PCA.
- Appuyer les bénéficiaires pour le montage de dossiers de subvention éventuels

La mise en œuvre des mesures identifiées incombe aux propriétaires et chefs d'entreprises.

D'après les premières estimations basées sur la cartographie issue de la directive inondation, le nombre de bâtiments visés par cette action serait de :

- 1000 habitations et 75 bâtiments à vocation industrielle, commerciale ou agricole sur le TRI d'Abbeville
- 270 habitations et 30 bâtiments à vocation industrielle, commerciale ou agricole sur le TRI d'Amiens

Localisation

Bâtiments des TRI d'Amiens et d'Abbeville situés dans l'enveloppe des crues d'occurrence forte et moyenne + rue Clabaud à Fontaine-sur-Somme et le Catelet à Pont-Rémy

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales

Partenaires techniques : DREAL Picardie, DDTM80 ; Associations de riverains et de victimes d'inondation (AVIA)

Opérations de communication : réalisation d'outils (plaquettes...) et d'actions (réunions publiques,...) incitant les propriétaires à faire réaliser un diagnostic de leur bien

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
		100 000 €	100 000 €		

Plan de financement

Coût : 200 000 €

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Réalisation de diagnostics	200 000 €	50 %		15 %	15 %		20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de diagnostics habitat réalisés
- Nombre de diagnostics entreprises réalisés

Réalisation de diagnostics de vulnérabilité des bâtiments publics et des équipements sensibles à la gestion de crise

Objectif

Réduire la vulnérabilité aux inondations des équipements sensibles à la gestion de crise et des bâtiments publics

Description de l'action

Un certain nombre d'établissements publics et d'équipements sensibles, c'est-à-dire utiles à la gestion de crise, sont situés en zone inondable. Il s'agit des ERP, bâtiments administratifs, équipements de secours,.... Afin de réduire leur vulnérabilité et d'améliorer la gestion de crise, des mesures structurelles et organisationnelles précises doivent être mises en œuvre, en complément des mesures collectives.

Des diagnostics de vulnérabilité seront donc réalisés sur ces bâtiments / équipements. Contrairement aux diagnostics de l'habitat et des activités économiques, ceux-ci ne seront pas basés sur le volontariat, mais devront répondre à une volonté politique forte de la part des communes et communautés de communes.

La méthodologie proposée pour la réalisation de cette opération est la suivante :

- Contacter l'ensemble des gestionnaires des bâtiments/équipements en zone inondable et leur expliquer la démarche et leurs obligations vis-à-vis du PPRI
- Réaliser les diagnostics en trois étapes :
 - o Nivellement du seuil et du plancher du bâtiment
 - o Information du gestionnaire du bâtiment et des agents sur le risque inondation, ses obligations et recueil de données
 - o Visite technique du bâtiment
- Rédiger un rapport d'expertise avec les mesures de réduction de la vulnérabilité proposées
- Suivre l'avancement des mesures structurelles et valoriser les retours d'expérience

A la suite de ces diagnostics, les gestionnaires concernés seront invités à réaliser leurs Plans de Continuité d'Activité (PCA) ou Plans Particuliers de Mise en Sécurité (PPMS) (voir fiche action 3.3)

Une première estimation du nombre de diagnostics potentiels fait état de :

- 12 bâtiments publics et/ou équipements sensibles à la gestion de crise sur le TRI d'Abbeville (enveloppe de crue d'occurrence moyenne à faible), dont la gare et l'hôpital d'Abbeville
- 38 bâtiments publics et/ou équipements sensibles à la gestion de crise sur le TRI d'Amiens (toutes enveloppes confondues)

Ces données seront affinées à l'aide des études de la fiche 5.1.

Localisation

Bâtiments TRI d'Amiens et d'Abbeville situés dans l'enveloppe de crue d'occurrence forte, moyenne et faible

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales, gestionnaires des bâtiments

Partenaires techniques : Rectorat, Associations : IFFORME (PPMS), URCPIE

Opérations de communication : outils invitant les gestionnaires à réaliser des diagnostics : courriers, plaquettes,...

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
			75 000 €	75 000 €	

Plan de financement

Coût : 150 000 €

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Réalisation de diagnostics	150 000 €	50 %		15 %	15 %		20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de diagnostics réalisés
- Nombre de mesures mises en œuvre à la suite des diagnostics

Etudes complémentaires pour l'aménagement d'un déversoir dans le secteur de Corbie – Fouilloy

Objectif

Etudier la fonctionnalité hydraulique du secteur et proposer un scénario d'aménagement intégrant un déversoir associé à une zone d'expansion de crues.

Description de l'action

Le secteur de Corbie-Fouilloy a été fortement touché lors des inondations de 2001.

Le cabinet SOGREAH, dans le cadre de l'étude de programmation de travaux, a modélisé les écoulements sur le secteur, en se calant sur le maximum de la crue de 2001.

Dans l'état de référence du modèle, de nombreux débordements se produisent sur 2 km en rive gauche et ce malgré l'existence de deux déversoirs situés sur cette même rive (le « déversoir Noir » et le déversoir du Hamelet) qui alimentent des bras de décharge de la Somme et qui ont pour fonction d'écarter les débits de crue sur la Somme canalisée. Ce dispositif n'est aujourd'hui pas satisfaisant, car il entraîne des inondations fréquentes dans les secteurs bâtis riverains de ces bras de décharge.

La rive droite en amont de la commune de Corbie est également exposée aux débordements de la Somme canalisée (un lotissement pavillonnaire inondé en 2001). Les berges du fleuve dans ce secteur ont d'ailleurs fait l'objet de travaux de rehaussement par le Conseil Général de la Somme.

Afin de limiter le risque de rupture de la berge rive gauche, ces débordements peuvent être concentrés sur un linéaire réduit en abaissant la crête de digue localement et en la rehaussant par ailleurs. Le risque de surverse serait ainsi diminué.

La solution proposée par l'étude de programmation SOGREAH consisterait en :

- L'abaissement de la crête de digue sur 100 m au droit du lieu-dit « le Château », 500 m en amont du déversoir Noir
- La rehausse de la crête de berge rive gauche et rive droite de la Somme entre Sailly et le déversoir Noir

Une étude complémentaire doit cependant être menée sur ce secteur pour :

- Etudier la fonctionnalité hydraulique du secteur de la rive gauche et des échanges entre le fleuve canalisé, les bras de Vieille Somme (bras de décharge du Becquet, bras de la Tannerie, Rivière du pont de Becquet, Rivière du Virot, Fossé de l'Anscherie et Vieille Somme) et les zones humides situées entre Vaire-sous-Corbie et Fouilloy
- Proposer un scénario d'aménagement intégrant un déversoir de crue en rive gauche associé à une zone d'expansion de crue avec requalification des bras de décharge dans la traversée de Corbie - Fouilloy

Localisation

Fleuve Somme, secteur de Corbie Fouilloy (communes concernées par le PPRI de la Vallée de la Somme)

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Conseil départemental de la Somme, EPTB Somme

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
	100 000 €	100 000 €			

Plan de financement

Coût : 200 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes complémentaires	200 000 €	50 %	20 %			10 %	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Rapport d'étude
- Abaissement de la ligne d'eau une fois l'aménagement réalisé

Réaménagement du barrage inférieur de Daours

Objectif

Finaliser le programme d'aménagement global de prévention des inondations sur la Vallée de la Somme et en consolider les bénéfices (réduction des hauteurs d'eau et de la durée de submersion sur les zones à enjeux touchées par la crue de 2001).

Description de l'action

Le barrage de Daours inférieur se trouve en rive droite du canal de la Somme, en amont du TRI d'Amiens, sur la commune éponyme. Il est actuellement constitué de deux passes équipées de vannes automatiques de type « AMIL » fonctionnant par gravité. L'ouvrage construit en maçonnerie de briques, est par ailleurs en bon état.

La solution d'aménagement envisagée consiste à modifier le mécanisme et la structure de la vanne automatique du barrage inférieur de manière à lui permettre de fonctionner au-delà du point d'équilibre correspondant aux conditions de régulation du plan d'eau navigable et de disposer d'une section d'écoulement plus importante.

Cet aménagement permettra une plus grande ouverture des vannages, pour atteindre un abaissement maximum du niveau du bief de Daours favorable à un meilleur écoulement des bras de la vieille Somme dans la traversée de Fouilloy.

L'efficacité de cet aménagement pour une crue de 2001 a été démontrée par la modélisation 1D du secteur :

- En lit mineur : abaissement du niveau de la Somme de 20 cm en amont immédiat du barrage et de 11 cm au droit des quartiers Nord de Fouilloy
- En lit majeur : le gain sur les zones inondées en 2001 serait de 93 751 m³

L'indicateur coût / avantage calculé pour cet ouvrage est de 3,3 €/m³.

Cet aménagement sera complété par un dispositif de réhabilitation de la continuité hydro-écologique.

Localisation

Commune de Daours (PPRI Vallée de la Somme)

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Conseil départemental de la Somme

Opérations de communication : les travaux réalisés feront l'objet d'articles dans la presse et le journal Vivre en Somme du Conseil Général

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Plan de financement

Coût : 500 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes et travaux	500 000 €	40 %	20 %	20 %			20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Abaissement de la ligne d'eau
- Nombre d'habitants permanents concernés par cet aménagement

Objectif

Améliorer les écoulements dans le bras de Vieille Somme à Picquigny

Description de l'action

Le bras de décharge situé en aval du barrage de Picquigny, constamment ennoyé, voit sa capacité de transit diminuer, ce qui entraîne de forts risques de débordements de fréquence bisannuelle au droit des secteurs bâtis de Picquigny.

Il est donc nécessaire d'utiliser la Somme canalisée comme voie d'écoulement de manière récurrente, comme lors de la crue de 2001. Cela oblige donc le Conseil général à ouvrir l'écluse de Picquigny dont ce n'est pas la vocation normale. Ces ouvertures fréquentes de l'écluse doivent être évitées car elles entraînent une dégradation rapide de l'ouvrage.

L'étude SOGREAH de 2006 a proposé plusieurs scénarios :

- sur le bras de décharge pour réduire la succession de perte de charge régulières et importantes avec la reconstruction d'un ouvrage routier, la construction d'un ouvrage de décharge sous la voie SNCF et le recalibrage du bras de décharge où sont installés des aménagements pour la pratique du kayak.
- la création d'un aqueduc de contournement au droit de l'écluse

Une nouvelle étude doit permettre de distinguer la solution qui aurait un indicateur coût/avantage le plus faible et de déterminer sa faisabilité.

Compte tenu des travaux en cours de réalisation, la consultation de cette étude sera lancée fin 2017, pour une réalisation en 2018 – 2019.

Cette action sera réalisée en lien avec la fiche 12.1 du Plan Somme II visant à rétablir la continuité hydro-écologique en adaptant la porte aval de l'écluse.

Localisation

Communes de Picquigny et de la Chaussée-Tirancourt en aval d'Amiens (concernées par le PPRI Vallée de Somme approuvé)

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Conseil départemental de la Somme

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020
			100 000 €	100 000 €	

Coût : 200 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes	200 000 €			20 %		40 %	40 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Rapports d'étude

Objectif

Définir une stratégie et une organisation commune sur la gestion des ouvrages de la Somme en situation de crue

Description de l'action

Les événements de 2001 ont mis en évidence des dysfonctionnements en matière de gestion des ouvrages en situation de crue. D'autre part, les études de modélisation hydraulique ont montré que pour les crues de la Somme, caractérisées par une remontée de nappe, les ouvrages hydrauliques jouaient un rôle prépondérant dans l'évacuation des débits de crue au droit des zones à enjeux. Cette problématique fait écho à la notion de solidarité Amont-Aval et nécessite une coordination et une collaboration entre les différents gestionnaires d'ouvrages.

Sur la base des études de modélisation et de programmation déjà conduites par l'AMEVA, et des ouvrages réalisés dans le cadre du programme d'aménagement global de la vallée de la Somme, il convient de réaliser une étude complémentaire sur la gestion coordonnée de ces ouvrages en situation de crue, et de doter chaque opérateur local d'un protocole de gestion opérationnel.

Cette étude portera plus particulièrement sur les ouvrages de : St-Valéry, Abbeville, Pont-Rémy, Long, Hangest-sur-Somme, Amiens, Lamotte-Brebière, Daours, Chipilly, Etinehem, Sormont, Epénancourt, Dury, ainsi que sur les ouvrages de régulation des niveaux d'eau sur la Haute-Somme gérés par le SVA.

Localisation

Bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Conseil départemental de la Somme, EPTB Somme, SVA, VNF

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 200 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etude	200 000 €			40 %	40 %		20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Propositions de protocoles de gestion par opérateur

Axe 2

Gestion de la ressource et des milieux aquatiques

Enjeu 8 : Amélioration et diffusion de la connaissance

Enjeu 9 : Restauration de l'hydro-morphologie et de la continuité hydro-écologique des cours d'eau

Enjeu 10 : Restauration et préservation des zones humides

Enjeu 11 : Evaluation des actions de restaurations des milieux aquatiques

Enjeu 12 : Elaboration d'un programme d'élimination des PCB sur la Haute Somme

Enjeu 13 : Lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols

Enjeu 14 : Renforcement de l'animation de terrain et de la concertation dans le cadre des programmes de gestion durable et des milieux aquatiques.

Description de l'action

Les mesures visant le rétablissement de la continuité hydro-écologique, la restauration des habitats piscicoles ou encore l'anticipation et la gestion des situations de sécheresse nécessitent une bonne connaissance des régimes hydrologiques des cours d'eau. Sur 18 stations hydrométriques en service sur le bassin de la Somme, le réseau existant connaît encore quelques lacunes en matière de suivi.

C'est particulièrement le cas sur les affluents de la Somme aval dépourvus de tout dispositif de mesure. Ce constat est similaire sur les bassins de l'Authie et de la Maye qui ne comptent qu'une station chacun.

Il est donc proposé de compléter le dispositif de suivi actuel, par l'installation de nouvelles stations hydrométriques, notamment sur les rivières Airaines et Scardon respectivement en rive gauche et droite du fleuve.

Une station complémentaire à celle existante à Dompierre sur Authie pourrait être envisagée sur le cours de l'Authie.

Par ailleurs, il convient de poursuivre les études de l'exploitabilité de la nappe de la craie en situation d'étiage, plus particulièrement sur les sous bassins de l'Avre, la Selle et la Maye. Ce type de démarche devra être étendue aux zones humides afin d'évaluer l'impact des prélèvements sur la fonctionnalité de ces milieux, notamment sur les marais arrière-littoraux du Marquenterre.

Il pourra s'agir également de consolider des données à l'échelle d'une entité cohérente (tout ou partie d'un cours d'eau, d'une zone humide, d'un sous bassin versant...)

Actions financées :

- Etudes
- Travaux d'implantation de stations hydrométriques et/ou piézométriques, suivi et maintenance sur 6 ans

Localisation

Bassin de la Somme et de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etat (DREAL Picardie), BRGM, Etablissements Publics

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 300 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes	240 000 €		30%			50%	20 %
Installation, suivi et maintenance des stations	60 000 €	100 %					

Indicateurs de suivi / réussite

- Cours d'eau équipés de nouvelles stations hydrométriques
- Superficie des territoires couverts par les études

Description de l'action

Afin d'associer un large public aux programmes de gestion des cours d'eau, des actions d'information et de sensibilisation doivent être menées dans les territoires concernés à destination de différents publics (élus, techniciens, scolaires, ...).

Ces actions seront d'autant plus importantes avec la nouvelle gouvernance qui se met en place au travers de la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) attribuée aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) dans le cadre du premier volet de la loi de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM). Elles pourront prendre différentes formes : réunions d'information, journées techniques, fiches et plaquettes sur les retours d'expériences, expositions,...

Actions financées :

- Création, édition, diffusion de supports
- Organisation d'évènements

Localisation

Bassin de la Somme et de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Structures gestionnaires de cours d'eau, Associations

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 50 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
	50 000 €			27.5%	27.5%	25%	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre et types de supports de sensibilisation/communication
- Types de publics touchés

Description de l'action

Les plans de gestion sont des programmes de travaux qui s'inscrivent dans un cadre pluriannuel et qui contribuent à atteindre du bon état écologique des eaux de surface. Ils intéressent des travaux de réhabilitation des continuités hydro-écologiques (hors fiches actions 12 et 13), de gestion des ripisylves, de restauration de la morphologie des berges et des habitats piscicoles,...

Ces plans de gestion doivent aussi permettre d'améliorer la prévention des inondations par des travaux de restauration des zones d'expansion de crues. Pour ce faire, les études conduites dans le cadre de l'axe 1 (fiche action 1.1) permettront d'identifier plus précisément les parties de cours d'eau à aménager.

Plusieurs cours d'eau sont concernés par des renouvellements indispensables/nécessaires à la poursuite de programmes de travaux : Noye dans l'Oise, Ancre, Nièvre, Selle, Somme/Sommette et affluents, Hallue, ...

A partir des bilans réalisés dans le cadre des premiers plans de gestion et d'une remise à jour des diagnostics, les études viseront :

- à définir un nouveau programme de travaux s’inscrivant dans la continuité des opérations déjà entreprises et qui répondent aux objectifs de la DCE et du SDAGE Artois-Picardie,
- à doter les gestionnaires des cours d’eau d’un outil opérationnel et réglementaire leur permettant de poursuivre la gestion intégrée de leur réseau hydrographique, indispensable à la prévention des inondations, à la restauration et au maintien de la biodiversité ainsi qu’au développement et à la valorisation des usages.

Les autres rivières, sur lesquelles aucun programme de travaux n'est encore engagé, feront l'objet d'une étude initiale qui, sur la base d'une expertise complète, permettra de définir les travaux à entreprendre. Il s'agit notamment de la Somme amont (de Fonsommes à Artemps), de la rivière Somme (entre Ham et Bray sur Somme), du réseau hydrographique des bas-champs du Marquenterre (hors Maye et Dien), de celui des Hortillonnages.

La Somme canalisée et ses annexes sont également concernées pour la mise en œuvre d'un programme de travaux (première tranche) faisant suite au plan de gestion réalisé sous maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental de la Somme (fiche 10.3).

Actions financées :

- Etudes de programmation
- Frais liés aux marchés d'études (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...)

Localisation

Bassin de la Somme et du Marquenterre

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Structures gestionnaires de cours d'eau

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 420 000 €

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD 80/02/60	AEAP	MO
	420 000 €			15%	15%	50%	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de maîtres d'ouvrage engagés, Linéaire de cours d'eau étudiés

Fiche n°10 Enjeu 9	Etudes de programmation et travaux sur les cours d'eau des bassins versants de la Somme et du Marquenterre (Maye, Dien,...)					
10.2 Annexe 4	Travaux de mise en œuvre des plans de gestion sur la Somme (hors domaine public fluvial) et ses affluents ainsi que les cours d'eau du Marquenterre					
Description de l'action						
Les plans de gestion sont des programmes de travaux qui s'inscrivent dans un cadre pluriannuel et qui contribuent à atteindre du bon état écologique des eaux de surface. Ils intéressent des travaux de réhabilitation des continuités hydro-écologiques (hors fiches actions 12 et 13), de gestion des ripisylves, de restauration de la morphologie des berges et des habitats piscicoles,...						
Actions financées :						
- Frais d'enquête publique et liés aux marchés de travaux (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...)						
- Travaux de restauration : restauration de la dynamique fluviale, reboisements des rives, reconnexion de zones humides (arasements de merlons, ouvrages de gestion), mise en place de protections rapprochées (clôtures, abreuvoirs stabilisés), travaux à vocation piscicole, confortements de berges en techniques végétales, rétablissement de la continuité hydro-écologique (hors fiche action 12.2),... ;						
- Travaux d'accompagnement : gestion des embâcles, faucardage sélectif de la végétation aquatique, scarification des frayères, gestion raisonnée des espèces arborescentes et arbustives, retour d'entretien sur plantations, fauche sélective des berges, gestion des espèces végétales et animales indésirables, curage à vocation écologique argumentée,...						
Localisation						
Bassin de la Somme et du Marquenterre						
Modalités de mise en œuvre						
Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Structures gestionnaires de cours d'eau, Associations						
Echéancier prévisionnel						
2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Coût : 10 080 000 € répartis de façon estimative						
- 7 480 000 € de travaux de restauration						
- 2 400 000 € de travaux d'accompagnement						
- 200 000 € de frais d'enquête publique et liés aux marchés de travaux						
(La répartition de ces montants par cours d'eau est indiquée en annexe 4, à titre indicatif)						
Cofinanceurs :						
	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD 80/02/60	AEAP* MO
	10 080 000 €			15%	15%	50%* 20 %
Indicateurs de suivi / réussite						
- Linéaire de cours d'eau concernés par les travaux						

* Dans la limite des coûts plafonds de travaux

Fiche n°10 Enjeu 9	Etudes de programmation et travaux sur les cours d'eau des bassins versants de la Somme et du Marquenterre (Maye, Dien,...)						
10.3 Annexe 4	Travaux de mise en œuvre des plans de gestion du fleuve Somme et annexes (bras de décharge, contre-fossés) sur le domaine public fluvial du Conseil départemental de la Somme						
Description de l'action							
<p>En 2012, le Conseil départemental de la Somme propriétaire et gestionnaire de la somme canalisée a fait réaliser un plan de gestion pluriannuel sur le réseau hydrographique dont il a la gestion (Fleuve Somme canalisée ; bras vielle Somme ; contre fossés).</p> <p>Seules font l'objet de la présente fiche action des opérations de restauration et de prévention des habitats aquatiques. Les actions relevant de la gestion du risque inondation et de la restauration de la continuité hydro-écologique sont traitées respectivement au travers des fiches actions 7.1 et 12.1.</p> <p><u>Actions financées :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Frais d'enquête publique et liés aux marchés de travaux (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...)- Travaux de restauration : restauration de la dynamique fluviale, reboisements des rives, reconnexion de zones humides (arasements de merlons, ouvrages de gestion), mise en place de protections rapprochées (clôtures, abreuvoirs stabilisés), travaux à vocation piscicole, confortements de berges en techniques végétales ;- Travaux d'accompagnement : gestion des embâcles, faucardage sélectif de la végétation aquatique, scarification des frayères, gestion raisonnée des espèces arborescentes et arbustives, retour d'entretien sur plantations, fauche sélective des berges, gestion des espèces végétales et animales indésirables, curage à vocation écologique argumentée.							
Localisation							
Bassin de la Somme							
Modalités de mise en œuvre							
Maître(s) d'ouvrage de l'action : Conseil départemental de la Somme							
Echéancier prévisionnel							
2015	2016	2017	2018	2019	2020		
Coût : 3 915 000 € répartis de façon estimative : <ul style="list-style-type: none">- 3 400 000 € de travaux de restauration- 515 000 € de travaux d'accompagnement <i>La répartition de ces montants est rappelée en annexe 4, à titre indicatif.</i>							
Cofinanceurs :							
	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP*	MO
Travaux de restauration	3 915 000 €			15%	(MO)	50%*	35%
Indicateurs de suivi / réussite							
<ul style="list-style-type: none">- Linéaire de cours d'eau concernés par les travaux							

* Dans la limite des coûts plafonds de travaux

Fiche n°10 Enjeu 9	Etudes de programmation et travaux sur les cours d'eau des bassins versants de la Somme et du Marquenterre (Maye, Dien,...)					
10.4	Mise en œuvre de travaux de ralentissement dynamique des écoulements en lit majeur					
Objectif						
Ralentir l'écoulement des eaux sur les affluents de la Somme en amont des TRI en privilégiant la restauration de zones d'expansion naturelles de crue						
Description de l'action						
<p>Lors de la crue de 2001, l'ensemble du lit majeur de la vallée de la Somme était mobilisé avec un volume estimé à 90 millions de m3. Suite aux études conduites à l'échelle du bassin, il s'avère que la restauration de Zones d'Expansion des Crues est à privilégier sur les principaux affluents de la Somme. Ces opérations ont pour but d'écarter l'onde de crue et de réduire l'aléa dans les zones à enjeux en aval. De plus, ces opérations contribuent à l'amélioration de la qualité de l'eau et à la fonctionnalité des zones humides conformément à la Directive Cadre sur l'Eau.</p> <p>Les opérations de restauration des ZEC sont actuellement appréhendées également au travers des plans de gestion mis en œuvre sur les cours d'eau du bassin. Depuis 2007, 25 plans de gestion ont été mis en œuvre dont trois concernent le TRI d'Amiens, et un le TRI d'Abbeville.</p> <p>Ainsi, la stratégie vise à conforter les actions réalisées dans le cadre des programmes de travaux en promouvant la mise en place de zones d'expansion des crues en lit majeur sur les principaux affluents de la Somme que sont l'Avre, l'Ancre et de la Selle, dont les crues ont un impact significatif sur les TRI d'Amiens et d'Abbeville.</p> <p>Il conviendra de privilégier la création de zones d'Expansion des Crues à multiples vocations : zones à fort potentiel écologique pouvant tenir lieu de corridors biologiques et écologiques, zones à intérêt paysager,...</p> <p>Sur la base des conclusions des études réalisées (études existantes et celles issues de la fiche action 1.1), il s'agira de définir et mettre en œuvre des programmes de travaux (avec ou sans acquisition foncière) visant la restauration des fonctionnalités de ces zones d'expansion des crues.</p> <p>La gestion durable de ces espaces sur le plan écologique, paysager ou encore économique sera à prendre en compte, en lien avec la GEMAPI et les dispositions des SAGE.</p>						
Localisation						
Affluents majeurs de la Somme : Ancre, Avre, Selle, Scardon						
Modalités de mise en œuvre						
Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme, collectivités territoriales, associations syndicales						
Echéancier prévisionnel						
2015	2016	2017	2018	2019	2020	
Coût : 400 000 €						
Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP MO
Etudes de maîtrise d'œuvre	40 000 €		20 %			60 % 20 %
Acquisition foncière	60 000 €		20 %	20 %		40 %* 20 %
Travaux	300 000 €		20 %	20 %		40 % ** 20 %
* de 20 000 à 30 000€/ hectare / ** sur plafond de 15€/m³						
Indicateurs de suivi / réussite						
<ul style="list-style-type: none">- Nombre de m³ d'eau stockés par les aménagements en crue centennale- Nombre de travaux de création de ZEC engagés						

Travaux de mise en œuvre des plans de gestion de l'Authie et affluents

Description de l'action

Faute d'entretien, le constat est fait que les lits des rivières et fleuves sont encombrés de détritus et les berges sont envahies par la végétation ; le cours d'eau ne peut donc plus fonctionner correctement :

- ses capacités d'écoulement sont réduites, par exemple avec l'accélération de l'envasement du fond, et les risques d'inondation des terrains riverains deviennent plus importants et plus fréquents,
- les fonctions biologiques de la rivière sont dégradées avec la perte de la biodiversité (disparition des frayères, perte des fonctions épuratrices) conduisant à la dégradation de la qualité de l'eau,
- l'attrait paysager et touristique diminue.

Or, dans le cadre de la DCE imposant le bon état écologique des cours d'eau, la mise en place d'opérations de gestion sur le long terme s'avère nécessaire.

Ainsi, l'étude de plan pluriannuel de gestion intéressant l'Authie et ses affluents, menée sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Interdépartementale, doit déboucher sur un programme de travaux à mettre en œuvre sur le terrain. Ces travaux d'entretien et de restauration seront déclarés d'intérêt général au sens de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement par arrêté inter-préfectoral suite à l'enquête publique qui sera réalisée. L'Institution sera alors autorisée à mener les travaux sur les communes concernées.

D'autre part, la gestion des marais littoraux, menée sous maîtrise d'ouvrage de l'Association Syndicale Autorisée de la Basse Vallée, concourra également à l'atteinte de ces objectifs.

Actions financées :

- Travaux de restauration : restauration de la dynamique fluviale, reboisements des rives, reconnexion de zones humides (arasements merlons, ouvrages de gestion), mise en place de protections rapprochées (clôtures, abreuvoirs stabilisés), travaux à vocation piscicole, confortements de berges en techniques végétales ;
- Travaux d'accompagnement : gestion des embâcles, faucardage sélectif de la végétation aquatique, scarification des frayères, gestion raisonnée de l'arbustif, retour d'entretien sur plantations, fauche sélective des berges, gestion des espèces végétales et animales indésirables, curage à vocation écologique argumentée.
- Frais de maîtrise d'œuvre et d'enquête publique, d'enquête publique et liés aux marchés de travaux (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence, ...)

Localisation

Bassin de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Associations

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 1 600 000 € dont 800 000 € sur le périmètre du Plan Somme (pour le territoire établi sur le département de la Somme) répartis de façon estimative pour 500 000 € de travaux de restauration et 300 000 € de travaux d'accompagnement

La répartition de ces montants est rappelée en annexe 4, à titre indicatif.

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP*	MO
	800 000 €			15%	15%	50%*	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Linéaire de cours d'eau concernés par les travaux

* Dans la limite des couts plafonds de travaux

Fiche n°12
Enjeu 9

Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur les bassins de la Somme et du Marquenterre

12.1
Annexe 4

Etudes de maîtrise d’œuvre et travaux de continuité sur le fleuve Somme

Description de l’action

La Somme canalisée de Vecquemont à la mer (barrages de Saint-Valery inclus) est classée en liste 2 au titre de l’article L. 214-17 du Code de l’environnement qui impose l’obligation de la mise en conformité des ouvrages.

Cas particulier de l’usine Saint Michel:

Le site de l’usine Saint-Michel implanté sur le cours de la Somme en aval du bras du Pendu fait actuellement l’objet d’une étude de démantèlement sous maitrise d’ouvrage de l’Etat

La suppression de cet ouvrage, en raison de son impact sur les écoulements amont impliquera des travaux de confortement sur les rives du bras du Pendu.

Cette opération vise à restaurer la continuité écologique d’une part et à améliorer les capacités d’écoulement de la Somme en crue sur ce secteur à enjeux (opération complémentaire à la réfection du barrage du Pendu).

Actions financées :

- Etudes de maîtrise d’œuvre
- Travaux de rétablissement de la circulation piscicole et du transit sédimentaire
- Travaux d’arasement et d’effacement d’ouvrages
- Travaux connexes (déplacement de réseaux, renaturation du lit mineur, aménagement des rives,...)
- Frais liés aux marchés (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...), d’enquête publique et de communication

Localisation

Bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d’ouvrage de l’action : Etat, Conseil départemental de la Somme, Etablissements Publics, Agence de l’eau Artois-Picardie

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 6 455 000 €

- 491 000 € d’études de maîtrise d’œuvre
- 1 964 000 € de travaux
- 300 000 € d’études de maîtrise d’œuvre
- 3 000 000 € de travaux d’arasement et aménagement du seuil résiduel
- 700 000 € de travaux d’accompagnement

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes de maîtrise d’œuvre	491 000 €		20%			50%*	30 %
Travaux pour les ouvrages en liste 2 engagés avant le 31 décembre 2015	1 964 000€		20%			60%*	20%
Travaux pour les ouvrages en liste 2 engagés après engagés après le 1 ^{er} janvier 2016			20%			40%*	40%

		Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Cas particulier : Usine St Michel	Etudes de maîtrise d'œuvre	300 000 €		30%			50%*	20%
	Travaux d'arasement et d'accompagnement	3 700 000 €		20%			60%*	20%
Indicateurs de suivi / réussite								
<ul style="list-style-type: none"> - Linéaire du fleuve décroisonné - Nombre d'ouvrages répondant aux obligations de résultat, instituées par l'article L. 214-17 du Code de l'environnement 								

*Dans la limite des coûts plafonds

Fiche n°12 Enjeu 9	Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur les bassins de la Somme et du Marquenterre						
12.2 Annexe 4	Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux de continuité hydro-écologique sur les affluents du fleuve Somme et les cours d'eau du Marquenterre						
Description de l'action							
Les rivières Nièvre, Fieffe, Airaines, Dreuil, Evoissons, Poix, Selle (des sources à la confluence avec les Evoissons), Avre et Braches, ainsi que la Maye et le Dien sont classées en liste 2 au titre de l'article L. 214-17 du Code de l'environnement qui impose l'obligation de la mise en conformité des ouvrages.							
Actions financées :							
<div><div>- Etudes globales de faisabilité</div><div>- Etudes de maîtrise d'œuvre (conception et réalisation par ouvrage)</div><div>- Travaux de rétablissement de la circulation piscicole et du transit sédimentaire par<ul style="list-style-type: none">. dérasement (suppression totale du seuil). arasement (abaissement partiel du seuil) : échancrure, pré-barrage et/ou passe sur seuil. rivière de contournement. passe à poissons</div><div>- Travaux connexes (déplacement de réseaux, renaturation du lit mineur, aménagement des rives,...)</div><div>- Frais liés aux marchés (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence, ...) d'enquête publique et de communication</div></div>							
Localisation							
Bassin de la Somme et du Marquenterre							
Modalités de mise en œuvre							
Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Structures gestionnaires de cours d'eau, Associations							
Echéancier prévisionnel							
2015	2016	2017	2018	2019	2020		
Coût : 3 790 000 €							
La répartition de ces montants par ouvrage est indiquée en annexe 4, à titre indicatif.							
Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes globales de faisabilité (déplafonnement)	758 000 €		20%			80%*	
Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux permettant : - le rétablissement total de la circulation piscicole et du transit sédimentaire → abrogation de l'autorisation au droit d'usage et cas assimilés, - le rétablissement partiel de la circulation piscicole et/ou du transit sédimentaire, compte tenu de contraintes techniques rendant difficilement réalisable un rétablissement total dans la mesure de moyens non disproportionnés financièrement → ouvrage prioritaires (déplafonnement)	1 184 000 €		20%			80%*	

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux permettant le rétablissement partiel de la circulation piscicole et/ou du transit sédimentaire → abrogation partielle de l'autorisation au droit d'usage	1 240 000€					80%*	20%
Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux d'aménagement sur ouvrage à vocation économique pour les ouvrages en liste 2 engagés avant le 31 décembre 2015	608 000 €					60%*	40%
Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux d'aménagement sur ouvrage à vocation économique pour les ouvrages en liste 2 engagés après le 1 ^e janvier 2016						40%*	60%
Indicateurs de suivi / réussite							
<ul style="list-style-type: none">- Linéaire de cours d'eau décloisonné- Nombre d'ouvrages répondant aux obligations de résultat, instituées par l'article L. 214-17 du Code de l'environnement							

* Dans la limite des coûts plafonds de travaux

Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur l'Authie et ses affluents (ouvrages implantés en tout ou partie dans le département de la Somme)

Description de l'action

Le constat sur l'Authie d'un cloisonnement du fleuve dû à la présence d'ouvrages hydrauliques en travers du cours d'eau est reconnu par tous. Il est donc impératif de remédier à ce phénomène altérant la circulation piscicole et le transfert de sédiments afin de préserver la qualité biologique de la rivière. L'Authie est classée en liste 2 au titre de l'article L214-17 du Code de l'environnement qui impose l'obligation de mise en conformité des ouvrages.

Ainsi, une étude globale de franchissable concernera 15 ouvrages pour lesquels des maîtrises d'œuvre conception et réalisation seront menées, qui déboucheront sur des travaux de mise en conformité réalisés à raison de 2 par an, soit 8 au total sur la période du plan Somme II, + une Maîtrise d'œuvre déjà prévue qui débouchera également sur des travaux d'aménagements.

Actions financées :

- Etudes de maîtrise d'œuvre (conception et réalisation par ouvrage)
- Travaux de rétablissement de la circulation piscicole et du transit sédimentaire par
 - . dérasement (suppression totale du seuil)
 - . arasement (abaissement partiel du seuil) : échancrure, pré-barrage et/ou passe sur seuil
 - . rivière de contournement
 - . passe à poissons
- Travaux connexes (déplacement de réseaux, renaturation du lit mineur, aménagement des rives,...)
- Frais liés aux marchés (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...), d'enquête publique et de communication

Localisation

Bassin de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Authie

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 1 150 000 €

La répartition de ces montants par ouvrage est indiquée en annexe 4, à titre indicatif.

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes (déplafonnement)	210 000€		20%			80%*	
Maîtrise d'œuvre et travaux d'arasement / effacement avec abrogation de l'autorisation au droit d'usage et cas assimilés, ouvrage prioritaires (déplafonnement)	300 000€		20%			80%*	

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Maîtrise d'œuvre et travaux d'effacement incomplet avec abrogation partielle de l'autorisation au droit d'usage	200 000€					80%*	20%
Maîtrise d'œuvre et travaux d'aménagement sur ouvrage avec usage économique	440 000€					40% +20%* (pour les ouvrages liste 2 engagés avant le 31 décembre 2015)	40-60% (participation minimale du propriétaire de 25%)
Indicateurs de suivi / réussite							
<ul style="list-style-type: none"> - Linéaire de cours d'eau décloisonné - Nombre d'ouvrages répondant aux obligations de résultat, instituées par l'article L. 214-17 du Code de l'environnement 							

* Dans la limite des coûts plafonds de travaux

Description de l'action

Les zones humides assurent des fonctions essentielles tant du point de vue de la qualité de l'eau (auto épuration), de la régulation des crues et du soutien des étiages, que de la préservation de la biodiversité et des paysages....

Elles contribuent ainsi à l'atteinte du bon état des masses d'eau superficielles et souterraines.

Plusieurs dispositifs contractuels et réglementaires permettent de développer des actions de préservation, de remise en état, de gestion et de valorisation des zones humides : contrats Natura 2000, protection réglementaire (APPB, RN...) et gestion associée, acquisitions foncières.... Ces actions sont limitées à des périmètres relativement circonscrits.

Les projets de renaturation/restauration ambitieux et innovants, auront pour objet de renforcer la qualité écologique et fonctionnelle de la zone humide concernée et seront déployés ainsi :

- **à une échelle intégrée (casiers hydrauliques, espaces de divagation d'un cours d'eau...)** notamment dès lors où elle concerne tout ou partie des sites naturels éco gérés comme par exemple, le rétablissement ou le maintien des annexes hydrauliques majeures d'un cours d'eau (réseau de mares, méandres...)
- **dans les périmètres Natura 2000, hors zones éligibles aux contrats Natura 2000**, en donnant la priorité aux espaces situés à proximité d'habitats ou d'espèces prioritaires.
- **en périphérie des sites protégés (APPB, RN, RNR)**, toutes actions visant à renforcer les mesures engagées, en particulier dans les zones de fonctionnalité/d'influence (exemple : restauration d'une zone de source située en amont, restauration d'une peupleraie en prairie ...)
- Sans exigence de périmètre, toute opération dont le caractère novateur est avéré et avec une ambition de restauration/ renaturation. Ces opérations devront présenter une réelle ambition, fondée sur une approche scientifique : état initial et état final visé devront être aussi précisément décrits que possible.

Objet des projets

- Il peut s'agir de la reconversion de peupleraies ou de terres agricoles en prairies humides ou en boisements alluviaux multispécifiques, la création de frayères naturelles, la remise en eau de parcelles drainées.... Les modalités visant à pérenniser les résultats obtenus seront intégrées;
- Travaux de gestion liés aux travaux de restauration/renaturation (y compris en zones Natura 2000 mais hors périmètres plan de gestion)
- Etudes préalables aux projets, y compris, étude foncière ; (hormis pour les périmètres prenant en compte une zone Natura 2000 sur au moins 80% de la superficie considérée) *(1) Actions de maîtrise foncière et d'usage: acquisitions ou obtention de baux, ou de convention, ouvrant des droits réels pour le preneur ;*
- Actions de lutte contre de nouveaux foyers d'espèces invasives ou contre de nouvelles espèces invasives, avec objectif de suppression de la problématique ou de réduction de l'intensité du risque et des coûts de surveillance/intervention, et permettant à terme leur prise en charge par les acteurs locaux sans reconduction de subventions publiques dédiées
- Mise au point de techniques nouvelles de lutte contre les EEE et évaluation/suivi en vue d'un développement ;
- Information, concertation, sensibilisation et mobilisation des acteurs, dans l'optique de favoriser la mobilisation citoyenne ;

Les opérations d'entretien courant ne sont pas éligibles. Seul peut être pris en compte l'entretien de confortement de la restauration/ renaturation, au maximum sur 5 ans. Ces démarches seront en priorité conduites en lien avec les plans de gestion mis en œuvre sur les cours d'eau et les espaces naturels, elles devraient être

facilitées avec la mise en place de la compétence GEMAPI et la mobilisation des EPCI pour porter des initiatives locales.

Actions financées :

- Etudes (y compris de définition d'objectifs de valorisation de la zone humide)
- Travaux de restauration
- Travaux d'entretien (d'une durée limitée suite à des travaux de restauration ou liés aux espèces invasives (voir ci-dessus))
- Missions d'AMO (dossiers réglementaires...)
- Frais liés aux marchés et aux enquêtes publiques
- Actions de communication
- Actions de maîtrise foncière

Localisation

Bassin de la Somme et de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, collectivités territoriales, associations gestionnaires de zones humides, fédérations d'associations (chasse, pêche)

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 1 000 000 €

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER (2)	CR Picardie (3)	CD Somme (4)	AEAP (5)	MO
Travaux de restauration ≥ 100 000 €	500 000 €		20%		10%	50%	20%
Travaux de restauration < 100 000 €	500 000 €			15%	15%	50%	20%

Indicateurs de suivi / réussite

- Surfaces concernées, nombres de projets engagés, espèces / habitats ciblés

- (1) le FEADER pourra prendre en charge les études portant sur des sites dont 80 % de la superficie au moins est désignée en Natura 2000)
- (2) taux moyen des fonds européens : FEDER ou FEADER. En fonction de l'éligibilité des dépenses et des coûts plafonds de l'Agence de l'eau, le pourcentage des fonds européens pourra varier.
- (3) La Région interviendra en remplacement du FEDER en cas d'assiette des dépenses éligibles inférieure à 100 000 €
- (4) Le pourcentage d'intervention du Conseil départemental variera en fonction du financement des fonds européens
- (5) le financement de l'Agence de l'eau se détermine dans la limite de l'éligibilité des dépenses et des coûts plafonds études et travaux

Description de l'action

L'atteinte du bon état écologique se mesure principalement à partir d'indicateurs biologiques (IBD, IBGN, IPR, végétaux...).

Plusieurs dispositifs ont été mis en place sur le bassin de la Somme afin d'accompagner la restauration des cours d'eau et d'évaluer l'efficacité des travaux réalisés :

- « Somme, rivières vivantes », dispositif qui s'appuie sur une mission d'assistance technique à l'aménagement et à l'entretien des rivières animé par l'AMEVA (MATAER)
- « Le Piscipôle », dispositif co-piloté par la Fédération de pêche et de protection des milieux aquatiques de la Somme et l'AMEVA qui permettent d'échantillonner et de suivre les populations piscicoles suite aux travaux réalisés.

Ces deux dispositifs font l'objet d'un financement hors Plan Somme.

Compte tenu des moyens importants mobilisés pour la mise en œuvre des travaux de restauration, et au regard de l'obligation de résultat imposée par la DCE, il convient de consolider et de développer ces démarches d'évaluation des travaux conduits dans le cadre des plans de gestion des cours d'eau et zones humides.

Concernant le rétablissement de la continuité hydro-écologique, plusieurs passes à poissons ont été ou vont être mises en place. Au-delà des obligations réglementaires, il est intéressant, voire déterminant d'améliorer à la fois les connaissances sur l'efficacité de ces ouvrages et de capitaliser les données scientifiques qui pourraient être recueillies. En particulier, il pourrait s'agir d'équiper ces ouvrages de systèmes de suivis permettant une analyse quantitative et qualitative des espèces piscicoles qui les empruntent, en particulier des espèces migratrices. Ces données analysées pourraient permettre de comparer les équipements et leur efficacité et d'envisager, le cas échéant, de compléter les éléments de suivi.

Plus spécifiquement, dans le cadre du monitoring anguille, les installations de la passe-piège d'Abbeville et de l'Anguillère d'Eclusier-Vaux servent au comptage d'anguilles à la montaison et à la dévalaison. A ce jour, la manipulation manuelle des vannes de l'anguillère ne permet pas de réaliser les comptages dans de bonnes conditions. Pour optimiser les mesures réalisées au niveau de l'Anguillère d'Eclusier-Vaux et en simplifier l'utilisation, il est proposé d'automatiser les vannages de l'anguillère et ceux situés au droit de cet ouvrage.

Pour ce qui est de la restauration des habitats et des habitats d'espèces (piscicoles, végétales...), des suivis spécifiques seront faits pour évaluer l'efficacité des aménagements réalisés, voire apporter toute adaptation nécessaire.

Il pourra s'agir également de consolider des données à l'échelle d'une entité cohérente (tout ou partie d'un cours d'eau, d'une zone humide, d'un sous bassin versant...)

Des démarches ou protocoles d'évaluation pourront ainsi être proposés au travers une approche partenariale et mutualisée.

Localisation

Bassin de la Somme et bassin de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics (SMBSSL,...) Associations (CBNB, CENP,...)

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 206 000 € (intégration proposition du CBNBI)

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Suivis/évaluations	100 000 €			15%	15%	50%*	20 %
Equipement : Anguilles	106 000 €		15%		15%	50%*	20%
Indicateurs de suivi / réussite							
- Surfaces concernées, nombre de démarches engagées, espèces / habitats ciblés							

* Dans la limite des coûts plafonds de travaux

Etude de faisabilité et opération expérimentale d'extraction et d'élimination des sédiments pollués par les PCB sur la Haute Somme

Description de l'action

L'état des lieux du SAGE de la Haute Somme et les expertises récentes conduites par l'Etat et l'Agence de l'eau Artois Picardie dans le cadre du Plan national PCB montrent que les sédiments de la rivière Somme, sur le tronçon compris entre Fontaines les Clercs et Artemps dans le département de l'Aisne, sont contaminés par une pollution aux PCB, avec des teneurs atteignent 1 425µg/kg de sédiments à Fontaine les Clercs en 2009 et 1 023 µg/kg à Sereaucourt le Grand en 2012 .

En parallèle des actions entreprises dans le cadre du plan national PCB (recensement et l'éradication des sources résiduelles émettrices de PCB, notamment) et au regard des conclusions de la réunion du Comité Interdépartemental Aisne/Somme qui s'est tenu en décembre 2013, il est envisagé de mettre en œuvre un programme d'extraction et d'élimination des sédiments les plus fortement pollués aux PCB sur le tronçon de la rivière Somme précité.

Actions financées :

- Etudes de faisabilités et de maitrise d'œuvre
- Travaux expérimentaux
- Mesures de suivi et d'évaluation de la démarche

Localisation

Bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etat, Etablissements Publics, collectivités,...

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 400 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD 80/02		AEAP	MO
	400 000 €			15%	7.5%	7.5%	50%	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Linéaire et volume traités, taux de contamination des sédiments du tronçon avant et après intervention,...

Description de l'action

Le territoire est régulièrement confronté à des problématiques de ruissellement générant des coulées boueuses : plus d'une commune sur deux a fait l'objet d'au moins un arrêté CATNAT inondation / coulées de boue sur les 20 dernières années.

Au-delà des impacts sur les biens et les personnes, ces phénomènes altèrent fortement la fonctionnalité des milieux aquatiques et compromettent ainsi l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau fixé par la DCE.

En partenariat avec les Chambres d'agriculture et l'association SOMEA, des études de programmation de travaux contre le ruissellement et l'érosion des sols seront lancées à l'échelle des sous-bassins hydrographiques les plus vulnérables.

Ces études viseront à proposer une gamme étendue de solutions techniques, en privilégiant les mesures d'hydraulique douce en zone agricole et les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales en zone urbaine.

Actions financées :

- Etude de programmation de travaux (1)
- Frais liés aux marchés (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...), d'enquête publique et de communication

Localisation

Bassin de la Somme et de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 300 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes > 100 000 €	100 000 €		20%			60%	20 %
Etudes entre 30 000 € et 100 000 €	200 000 €			20%		60%	20%
Etudes < 30 000 €	A définir					60%	40%

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'intercommunalités et d'études engagées
- Superficie couverte par les études

(1) Les études seront réalisées à l'échelle de bassins versants cohérents et suffisamment vastes pour tenir compte de l'ensemble des problématiques sur un territoire.

Description de l'action

Suite aux études de diagnostic et de programmation de travaux, cette mesure doit permettre d'accompagner les collectivités dans la mise en œuvre des programmes d'actions visant à maîtriser les phénomènes de ruissellement et de gestion des eaux pluviales (en zones urbaines ou rurales).

Dans tous les cas seront privilégiés les travaux d'hydraulique douce (haies, fascines, bandes enherbées,...) ainsi que les opérations ayant recours aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues d'infiltration, mares,...).

Au-delà des travaux, cette mesure permettra aussi de soutenir les actions d'information et de communication privilégiant le recours à des méthodes alternatives ainsi que les opérations d'acquisition foncière nécessaires à leur mise en œuvre.

Actions financées : (hors milieu urbanisé dans le cadre du Plan Somme II)

- Frais liés aux marchés (publicité liée aux avis d'appel public à la concurrence,...), d'enquête publique et de communication
- Travaux issus des études de programmation (1)
- Acquisitions foncières associées

Localisation

Bassin de la Somme et de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Collectivités

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 3 000 000 €

Cofinanceurs :	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Travaux d'hydraulique douce et acquisitions foncières associées ≥ 100 000 €	1 300 000€		20%			60% (2)	20 %
Travaux d'hydraulique douce et acquisitions foncières associées < 100 000 € et > 25 000 €	700 000 €			20%		60% (2)	20%
Travaux d'hydraulique douce et acquisitions foncières associées < 25 000 €						60% (2)	40%
Travaux de stockage (type bassin) et acquisitions foncières associées	1 000 000€					40%(2)	60%

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre d'intercommunalités concernées
- Nombre de programmes de travaux engagés
- Superficie couverte par les travaux de mise en œuvre des études de définition

(1) travaux liés à une étude engagée au niveau d'un bassin versant cohérent suffisamment vaste pour tenir compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

(2) dans la limite des coûts plafonds de travaux

Description de l'action

Afin de mettre en œuvre une politique de préservation durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques, il est essentiel d'accompagner en matière d'animation les structures compétentes (services publics de gestion de l'eau potable).

Le soutien sera prioritairement fléché sur les territoires disposant de captages prioritaires Grenelle et SDAGE et qui font l'objet de démarches spécifiques (ORQUE...). La taille des aires d'alimentation de captage étant très variable selon les territoires et les volumes prélevés, il est nécessaire de mutualiser ces postes d'animation territoriale au travers une approche globale et cohérente.

Actions financées :

- Etude Diagnostic Territorial Multi-Pressions (DTMP)
- Animation dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes d'actions en lien avec les collectivités, les professions agricole et industrielle,...

Localisation

Bassin de la Somme et de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : Etablissements Publics, Associations

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 1 000 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Etudes et création/renouvellement de postes d'animation	1 000 000€			10% (création de poste uniquement et renouvellement dans la limite de 2 X 3 ans)		70%	20 %

Indicateurs de suivi / réussite

- Nombre de démarches de protection engagées

Description de l'action

Suite à la première installation de la Commission Locale de l'Eau (CLE) en 2007, le SAGE Haute Somme est en phase d'élaboration. Les membres de la CLE ont été renouvelés par arrêté préfectoral le 20 décembre 2013.

Le SAGE Haute Somme s'étend sur 1 800 km², sur 4 départements et concerne 264 communes.

Le Syndicat mixte AMEVA, structure porteuse des SAGE du bassin de la Somme, assure la coordination administrative et l'animation technique de la CLE.

Depuis son entrée en phase d'élaboration, la CLE du SAGE Haute Somme a validé plusieurs documents : l'état des lieux et le diagnostic du territoire, les scénarios tendanciels, les enjeux du SAGE ainsi que les orientations, les mesures et les fiches actions qui seront inscrites dans le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau (PAGD).

A l'heure actuelle, le SAGE Haute Somme est en phase finale d'élaboration avec la rédaction de son PAGD, de son évaluation environnementale et de son règlement.

Les prochaines étapes concernent la relecture juridique des documents du SAGE, puis la validation de ces documents en CLE qui sera suivie d'une enquête publique.

Le SAGE pourra ensuite être proposé à l'approbation par le Préfet en 2016 et sera ensuite mis en œuvre dès 2017.

Actions financées :

- Poste d'animateur
- Etudes complémentaires en phase d'approbation (Relecture juridique)
- Frais d'enquête publique et de promotion du SAGE

Localisation

Bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : AMEVA

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 450 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Animation / Fonctionnement	300 000€					70%	30 %
Etudes complémentaires / Frais d'enquête publique et de promotion	150 000 €			30%		50%	20%

Indicateurs de suivi / réussite

- Validation du SAGE

Description de l'action

Le SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers est en élaboration depuis l'installation de sa Commission Locale de l'Eau le 16 janvier 2012. Lors de cette réunion, le Syndicat Mixte AMEVA a été désigné comme structure porteuse de la phase d'élaboration du SAGE, il assure la coordination administrative et l'animation technique de la CLE.

Son territoire s'étend sur 4530 km², sur 3 départements et concerne 569 communes.

En cours de rédaction de l'état des lieux, la CLE du SAGE devra ensuite élaborer le document des scénarios tendanciels, le choix de la stratégie, le PAGD et son évaluation environnementale et le règlement.

La validation de l'état des lieux et du diagnostic est prévue fin 2015 (dans le 1^{er} semestre), année au cours de laquelle il est envisagé de lancer une étude pour l'élaboration du PAGD.

Actions financées :

- Poste d'animateur
- Etudes complémentaires
- Frais d'enquête publique du SAGE

Localisation

Bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme Ameva

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 450 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Animation / Fonctionnement	300 000€					70%	30 %
Etudes complémentaires / Frais d'enquête publique et de promotion	150 000 €			30%		50%	20%

Indicateurs de suivi / réussite

- Validation du SAGE

Description de l'action

L'élaboration du SAGE du bassin de l'Authie est en cours de finalisation, le document sera prochainement validé. Suite à cette approbation, l'EPTB Authie, continuera à assurer l'animation, et supportera la charge de travail nécessaire à la mise en œuvre du document, par le maintien d'un poste d'animateur et par le biais de prestations externes.

Actions financées :

- Poste d'animateur
- Etudes complémentaires, en phase d'approbation notamment (prestations externes)
- Frais d'enquête publique et de promotion du SAGE (prestations externes)

Localisation

Bassin de l'Authie

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Authie

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 570 000 € dont 285 000 € sur le périmètre du Plan Somme (territoire du département de la Somme)

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
Animation / Fonctionnement	150 000€					70%	30 %
Etudes complémentaires / Frais d'enquête publique et de promotion	60 000 €			30%		50%	20%
Prestations externes	75 000 €			30%		50%	20%

Indicateurs de suivi / réussite

- Validation du SAGE

Description de l'action

Le syndicat mixte AMEVA assure l'animation et la coordination technique du programme Plan Somme II, auprès des partenaires techniques et financiers ainsi que des maîtres d'ouvrages.

Il assure aussi le secrétariat des réunions de comité technique et de pilotage (préparation de l'ordre du jour, envoi des convocations, rédaction des dossiers de séances et des procès-verbaux).

Il réalise le suivi technique et financier du programme et veille à sa cohérence d'ensemble.

Il propose des indicateurs de suivi pour mesurer l'application et la mise en cohérence des objectifs de restauration du bon état écologique des masses d'eau et de prévention des inondations.

Moyens :

- Equipe technique et administrative de l'AMEVA

Localisation

Bassin de la Somme

Modalités de mise en œuvre

Maître(s) d'ouvrage de l'action : EPTB Somme Ameva

Echéancier prévisionnel

2015	2016	2017	2018	2019	2020

Coût : 150 000 €

Cofinanceurs :

	Coût	Etat	FEDER	CR Picardie	CD Somme	AEAP	MO
	150 000€			40%	40%		20 %

Indicateurs de suivi / réussite

-

Annexe 4
Annexes des fiches actions
10 ; 11 ; 12 ; 13

ANNEXES FICHE ACTION 10 :

Etudes de programmation et travaux sur les cours d'eau des bassins versants de la Somme et du Marquenterre (Maye, Dien,...)

Fiche action 10.1 : Etudes de programmation (initiale et de renouvellement)

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Etudes initiales	Somme Amont (Aisne)	CA de Saint-Quentin		15 km	18 000,00 €
	Hortillonnages	Amiens Métropole		15 km	18 000,00 €
	Bas Champs Marquenterre (hors Maye et Dien)	SIAHM		48 km	57 500,00 €
	Fleuve Somme de Ham à Bray sur Somme	Commission exécutive et ou SVA		60 km	72 000,00 €
Etudes de renouvellement	Noye	SI de la Noye		16 km	12 500,00 €
	Ancre	AS Ancre 1ère et 2ème section		54,5 km	35 500,00 €
	Omignon	SI de l'Omignon		13 km	12 000,00 €
	Omignon	ASA de l'Omignon		25 km	13 500,00 €
	Nievre	CCVNE		35 km	24 000,00 €
	Selle et affluents	Communes Oise		10 km	12 000,00 €
	Selle et affluents	ASA de la Selle		100 km	57 000,00 €
	Somme, Sommette et affluents	C32S		74 km	45 000,00 €
	Hallue	AS de l'Hallue		22 km	16 000,00 €
	Maye et Dien	SIAHM		40 km	27 000,00 €
SOUS-TOTAL Fiche action 10.1					420 000,00 €

Fiche action 10.2 : Travaux de mise en œuvre des plans de gestion sur la Somme (hors domaine public fluvial) et ses affluents, ainsi que sur les cours d'eau du Marquenterre

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Travaux d'accompagnement (500 € / km / an)	Affluents, Somme amont, Maye, Dien	Gestionnaires		960 km	2 400 000,00 €
Travaux de restauration	Fleuve Somme de Ham à Bray sur Somme	Commission exécutive et ou SVA		60 km	500 000,00 €
	Digue de Cerisy	SVA			150 000,00 €
	Airaines	SI de la vallée de l'Airaines		19 km	50 000,00 €
	Avre, Trois Doms, Brache	SI de la vallée de l'Avre		59 km	100 000,00 €
	Noye	AS Noye 1ère et 2ème section, SI de la Noye		41 km	660 000,00 €
	Luce	SI de la Luce		18 km	80 000,00 €
	Ancre	AS Ancre 1ère et 2ème section		54,5 km	350 000,00 €
	Omignon	ASA de l'Omignon, SI de l'Omignon		38 km	360 000,00 €
	Ingon	AS des rivières d'Ingon		34 km	60 000,00 €
	Cologne	AS de la cologne		24 km	60 000,00 €
	Nievre	CCVNE		35 km	90 000,00 €
	Selle et affluents	ASA de la Selle et communes Oise		110 km	1 000 000,00 €
	Hortillonnages	Amiens Métropole		15 km	100 000,00 €
	Somme, Sommette et affluents	C32S		74 km	180 000,00 €
	Somme Amont (Aisne)	CA de Saint-Quentin		21 km	110 000,00 €
	Saint-Landon	?		16 km	200 000,00 €
	Cours d'eau Pays Hamois	SVA (Pays Hamois)		36 km	90 000,00 €
	Canal d'Assèchement	SI du Canal d'Assèchement		30 km	320 000,00 €
	Hallue	AS de l'Hallue		22 km	300 000,00 €
	Avalasse, Amboise, Drancourt	SIAEEV		16,5 km	180 000,00 €
	Tortille	SVA		12 km	100 000,00 €
	Canaux de Boves	ASA des Canaux de Boves		5 km	80 000,00 €

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
	Bas Champs de Cayeux	ASA des Bas Champs de Cayeux		77 sur 130 km	500 000,00 €
	Maye et Dien	SIAHM		40 km	400 000,00 €
	Maye digue d'Arry	SIAHM		400 m	700 000,00 €
	Bas Champs (hors Maye et Dien)	SIAHM		48 km	480 000,00 €
	Scardon, Drucat, Bellifontaine, Genoive	CC de l'Abbevillois		54 km	280 000,00 €
Frais d'enquête publique et liés aux marchés de travaux	Ensemble du réseau	Ensemble des gestionnaires		20 enquêtes	200 000,00 €
SOUS-TOTAL Fiche action 10.2					10 080 000,00 €

Fiche action 10.3 : Travaux de mise en œuvre des plans de gestion du fleuve Somme et annexes (bras de décharge, contre-fossés) sur le domaine public fluvial du Conseil départemental de la Somme

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Travaux d'accompagnement (500 € / km / an)	Fleuve Somme, contre fossés et bras de décharge	CD 80		206 km	515 000,00 €
Travaux de restauration	Fleuve Somme, contre fossés et bras de décharge	CD 80	1ère phase de 5 ans PG actions DCE (Hors ouvrages liste 2)	206 km	3 400 000,00 €
SOUS-TOTAL Fiche action 10.3					3 915 000,00 €

ANNEXE FICHE ACTION 11 :

Travaux de mise en œuvre des plans de gestion de l'Authie et de ses affluents

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Travaux d'accompagnement (500 € / km / an)	Authie et affluents	EPTB, ASA,...		160 km	600 000,00 €
Travaux de restauration	Authie et affluents	EPTB, ASA,...		160 km	1 000 000,00 €
SOUS-TOTAL Fiche action 11					1 600 000,00 €

ANNEXE FICHE ACTION 12 :

Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur les bassins de la Somme et du Marquenterre

Fiche action 12.1 : Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux de continuité sur le fleuve Somme

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Etudes et travaux	Fleuve Somme	CG 80	Barrage de Daours inférieur	1	500 000,00 €
		CG 80	Barrage de la Chaudière	1	550 000,00 €
		CG 80	Barrage d'Ailly-sur-Somme (Exploitation)	1	30 000,00 €
		CG 80	Barrage de Picquigny (adaptation porte aval de l'écluse)	1	300 000,00 €
		CG 80	Barrage de Pont-Rémy	1	500 000,00 €
		CG 80	Barrage des Six-Moulins	1	500 000,00 €
		CG 80	Barrage de Saint Valery (automate)	1	75 000,00 €
Etudes de maîtrise d'oeuvre	Fleuve Somme	Etat	Usine Saint-Michel	1	300 000,00 €
Travaux	Fleuve Somme	Etat	Usine Saint-Michel	1	3 000 000,00 €
			Rives bras du Pendu (travaux connexes amont)	1	700 000,00 €
SOUS-TOTAL Fiche action 12.1					6 455 000,00 €

Fiche action 12.2 : Etudes de maîtrise d'œuvre et travaux de continuité hydro-écologique sur les affluents de la Somme et sur les cours d'eau du Marquenterre

Travaux d'arasement / effacement ouvrages prioritaires

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Etudes et travaux	Nièvre	CCVNE ?	Moulin du Soudet	1	200 000,00 €
		CCVNE ?	Moulin Saint-Gauthier	1	150 000,00 €
		CCVNE ?	Déversoir confluence	1	45 000,00 €
	Airaines	SI de la vallée de l'Airaines ?	Seuil du Mermont	1	50 000,00 €
	Airaines	SI de la vallée de l'Airaines ?	Ancien moulin	1	15 000,00 €
	Airaines	SI de la vallée de l'Airaines ?	Ancien moulin rue de la Libération	1	250 000,00 €
	Airaines	SI de la vallée de l'Airaines ?	Moulin de Bettencourt	1	130 000,00 €
	Dreuil	SI de la vallée de l'Airaines ?	Ancien moulin Ets Laboulet	1	50 000,00 €
	Brache	SI de la vallée de l'Avre	Ancien moulin de Pierrepont-sur-Avre	1	10 000,00 €
	Evoissons	ASA de la Selle	Moulin de Lahaye Saint Romain	1	50 000,00 €
	Evoissons	ASA de la Selle	Moulin de la Barre	1	50 000,00 €
	Evoissons	ASA de la Selle	Moulin de la Voirie	1	120 000,00 €
	Evoissons	ASA de la Selle	Moulin de Frémontiers	1	120 000,00 €
	Maye	SIAHM	Ancien moulin de Crécy-en-Ponthieu	1	130 000,00 €
		SIAHM	Ancien moulin de Régnière-Ecluse	1	160 000,00 €
SOUS-TOTAL					1 530 000,00 €

Travaux d'effacement incomplet et autres

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Etudes et travaux	Avre	SI de la vallée de l'Avre	Ancien moulin de Guerbigny	1	150 000,00 €
		SI de la vallée de l'Avre	Buse OTOR	1	30 000,00 €
		SI de la vallée de l'Avre	Ancien moulin de Moreuil	1	250 000,00 €
	Evoissons	ASA de la Selle	Moulin de Bergicourt	1	75 000,00 €
	Selle	(Oise)	Moulin de Catheux	1	20 000,00 €
		(Oise)	Moulin de Fontaine-Bonneleau	1	20 000,00 €
		(Oise)	Moulin du hameau de Bonneleau	1	60 000,00 €
		(Oise)	Moulin des Près	1	100 000,00 €
		(Oise)	Moulin Bleu	1	20 000,00 €
		(Oise)	Moulin aux Moines	1	20 000,00 €
		ASA de la Selle	Moulin de Monsures	1	30 000,00 €
		ASA de la Selle	Ancienne fonderie de Monsures	1	30 000,00 €
		ASA de la Selle	Usine Andrieux	1	50 000,00 €
		ASA de la Selle	Ancien moulin de la scierie de la Selle	1	20 000,00 €
	Maye	SIAHM	Ancien moulin de Bernay-en-Ponthieu	1	180 000,00 €
		SIAHM	Moulin de Rue	1	315 000,00 €
		SIAHM	Portes à flot Maye et Canal d'Artois	2	100 000,00 €
	Dien	SIAHM	Seuil Noyelles	1	30 000,00 €
SOUS-TOTAL					1 500 000,00 €

Travaux d'aménagement sur ouvrages à usage économique

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Etudes et travaux	Airaines	SI de la vallée de l'Airaines ?	Pisciculture de Métigny	1	75 000,00 €
		SI de la vallée de l'Airaines ?	Pisciculture de Laleu	1	50 000,00 €
		SI de la vallée de l'Airaines ?	Pisciculture du Mole	1	200 000,00 €
	Poix	ASA de la Selle	Pisciculture de Poix	1	200 000,00 €
	Evoissons	ASA de la Selle	Pisciculture de Famechon	1	200 000,00 €
	Dien	SIAHM	Pisciculture de Bonnelle	1	35 000,00 €
SOUS-TOTAL					760 000,00 €

SOUS-TOTAL Fiche action 12.2	3 790 000,00 €
------------------------------	----------------

ANNEXE FICHE ACTION 13 :

Réaliser un programme de restauration de la continuité hydro-écologique sur l'Authie et ses affluents

TYPE	TERRITOIRE / COURS D'EAU	MO POTENTIELS	Localisation	QUANTITE	Détail estimatif
Etudes	Authie et affluents	EPTB, ASA			210 000,00 €
Travaux		EPTB, ASA	Travaux d'effacement, ouvrages prioritaires : Lucheux (80), Labroye (62/80), Grouches-Luchuel (80)	3	300 000,00 €
			Travaux d'aménagement du seuil résiduel : Doullens (80) et Thièvres (80)	2	200 000,00 €
			Travaux d'aménagement avec usage économique : Authie (80), Occoches (80), et Douriez (62/80)	3	440 000,00 €
SOUS-TOTAL Fiche action 13					1 150 000,00 €

Annexe 5

**Avis de la Commission Mixte Inondation
du 09 juillet 2015**



AVIS DE LA COMMISSION MIXTE INONDATION DU 9 JUILLET 2015

Nom des projets : PAPI du bassin versant de la Somme

Maître d'ouvrage : Syndicat mixte d'aménagement hydraulique du bassin versant de la Somme (AMEVA) – EPTB de la Somme

Vu le dossier présenté par l'AMEVA,

Vu le rapport d'instruction de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Picardie en date du 1^{er} juillet 2015,

Vu l'avis émis par la commission inondation du bassin Artois-Picardie en date du 28 mai 2015,

Considérant la vulnérabilité du territoire aux crues de la Somme et de ses affluents, ainsi qu'aux remontées de nappe et au ruissellement pluvial,

Considérant que l'AMEVA porte la stratégie locale des Territoires à risque important d'inondation (TRI) d'Amiens et d'Abbeville,

Considérant que l'AMEVA est la structure porteuse des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) « Haute-Somme » et « Somme aval et cours d'eaux côtiers »,

Considérant que ce territoire a antérieurement fait l'objet de deux PAPI, de 2003 à 2014,

Considérant que l'aléa submersion marine doit être traité dans le cadre du futur PAPI complet de l'estuaire de la Bresle à l'estuaire de l'Authie,

Considérant que l'action 6.1 « Mise en œuvre de travaux de ralentissement dynamique », qui reste à définir précisément suite aux résultats de l'action 1.1 « Amélioration de la connaissance de l'aléa inondation », a été transférée dans l'axe 2 du plan Somme et ne fait donc plus l'objet d'une demande de labellisation au titre du présent PAPI,

Considérant les enjeux environnementaux du territoire, notamment ceux relatifs aux zones Natura 2000,

Considérant l'annexe financière mise à jour,

La commission réunie le 9 juillet 2015, après audition du porteur de projet et de la DREAL Picardie, émet l'avis suivant :

AVIS FAVORABLE au PAPI complet.

Par ailleurs, la CMi RECOMMANDE :

- dans le contexte de l'élaboration de la stratégie locale, que la structure porteuse veille à la bonne appropriation, par les parties prenantes, du PAPI Somme 2015-2020, dont certaines actions visent spécifiquement les TRI d'Amiens et d'Abbeville. Une organisation claire entre la gouvernance de la stratégie locale et celle du PAPI devra être intégrée aux réflexions liées à la stratégie locale. Les gouvernances de la stratégie locale et du PAPI gagneraient à se rapprocher progressivement ;



AVIS DE LA COMMISSION MIXTE INONDATION DU 9 JUILLET 2015

- d'intégrer, dès maintenant, dans le programme d'actions, des actions de réduction de la vulnérabilité des bâtiments publics, puis, à terme, des biens des particuliers et des entreprises ;
- que le COPIL du PAPI veille particulièrement au respect du calendrier, compte tenu du fait que la réalisation des axes 4 et 5 dépend de la réalisation des axes 1 et 7 ;
- d'engager une réflexion sur l'intégration, au dispositif général de surveillance, de stations piézométriques de référence afin de tenir compte du rôle prédominant de l'état de la nappe dans les inondations du bassin versant de la Somme ;
- que les enjeux environnementaux, tant en terme de milieux potentiellement impactés que de fonctionnalités écologiques, soient pleinement pris en compte dans les actions de sensibilisation, d'études et de travaux des axes 1 et 2 du plan Somme ;

et RAPPELLE que :

- conformément à l'instruction du Gouvernement du 14 janvier 2015, un certain nombre de conditions de financement liées au respect des obligations d'information préventive et à la réalisation des PCS sont attachées à la réalisation des travaux des axes 6 et 7 ;
- le suivi du PAPI sera effectué au moyen de l'outil web SAFPA que le porteur de projet renseignera, en lien avec les services de l'État, selon les modalités prévues dans la note technique de la DGPR du 6 janvier 2015.

Fait à Paris le, 19 AOUT 2015

La secrétaire de la Commission

Mixte inondation

Patricia BLANC